

VACCIN ANTI-COVID -19

Les catégories prioritaires selon le Pr Mahyaoui

P3

EDUCATION NATIONALE

50 000 DA pour indemniser le personnel touché par la pandémie

P3

TIZI-OUZOU

L'ENIEM annonce un arrêt technique d'activités

P9

MOHAMED CHERIF BELMIHOUB (MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE LA PROSPECTIVE)

500 000 d'emplois perdus à cause de la pandémie

P2



En Vrac

Le dernier tango de Diego

Par Madjid Khelassi

Diego Maradona, « El bipe de Oro », comme le surnomment les Argentins, tire sa révérence. Opéré d'un œdème au cerveau, la star du football mondial n'a pas survécu à cette opération chirurgicale. Maradona ou l'histoire d'un gamin footeux des quartiers pauvres de Buenos-Aires, qui mit la planète foot sous les crampons de son magique pied gauche. A 17 ans, alors que tout le monde s'attend à ce que Diego soit dans l'équipe du Mondial 1978, que l'Argentine organise chez elle, Luis César Menotti le trouve encore trop vert et dit niet. Qu'à cela ne tienne, Diego Armando Maradona, jeune homme surdoué du foot et surtout pressé de mettre la planète sous son charme, est en route vers la gloire. Boca junior puis le FC Barcelone... et premier couac. La route vers la gloire finit sur un lit d'hôpital de la capitale catalane. Diego 1er ronge son frein tout en ruminant une revanche contre un certain Goikoetxea, un défenseur de l'Atletico de Bilbao, peu admiratif des prouesses du lutin argentin- qui commet un véritable attentat sur Maradona. Mais leurs routes ne se recroiseront jamais à cause du départ de l'Argentin pour Naples. L'histoire est en marche. Les histoires aussi. Maradona est tout de suite « pris en charge » par une fraction napolitaine peu footeuse qui n'est autre que la Camorra. 2 Scudetto (titres de champion d'Italie), une coupe de l'UEFA... Naples, la misérable ville du sud de l'Italie, défie et snobe les riches équipes du nord. Maradona est sur le toit de la botte (la péninsule italienne). Diego, plus rock star que joueur standard de foot, défraye la chronique... Drogue, fêtes arrosées, accointances avec des personnages peu recommandables. La descente aux enfers est aussi rapide que l'ascension. Dans une actualité hors foot, on apprend que la perfide Albion vient de donner une raclée à l'armée argentine dans un conflit sur des îles surnommées Falklands par les Anglais et Malouines par les Argentins. Diego note ça dans une partie de son cortex. Mondial mexicain 1986... Diego Maradona et l'Albiceleste passent les phases de poules et se retrouvent face aux Anglais dans un quart de finale de Coupe du monde fumant.

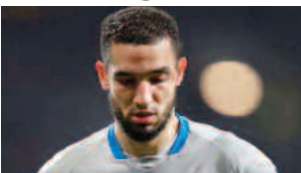
...suite page 24

Sport

FOOT/EQUIPE NATIONALE

Belmadi soutient Bentaleb, victime de propos racistes en Allemagne

P13



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

953 nouveaux cas, 596 guérisons et 16 décès

P24

CNEP-BANQUE

Inauguration d'une agence dédiée exclusivement à la finance islamique

P5

SAISON HIVERNALE

Le cumul des précipitations devra être "proche de la normale à en dessous"

P4

Brèves

ENERGIES
RENOUVELABLES

Le CEREFÉ déplore
l'insuffisance
de la ressource
humaine nécessaire

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a déploré dans son premier rapport annuel l'insuffisance de la ressource humaine nécessaire pour accompagner la transition énergétique en Algérie qui ambitionne de s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis des ressources conventionnelles. Selon le rapport du CEREFÉ, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique compte actuellement 1 367 entre chercheurs permanents (437) et enseignants-chercheurs (930) qui activent dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Au vu de ce bilan, le Commissariat estime que "l'Algérie reste loin des effectifs nécessaires de chercheurs pouvant prendre en charge l'ambitieux programme du gouvernement en matière de transition énergétique". Le CEREFÉ constate, dans ce sens, que la faible attractivité des centres de recherche provoque un "exode massif" des chercheurs permanents vers une carrière purement universitaire et le personnel de soutien à la recherche vers le secteur privé, et ce, "à la moindre occasion". Face à cette situation, il est impératif de revoir les statuts de "chercheurs permanents" et de "personnel de soutien à la recherche" ainsi que l'organisation du travail des centres en vue d'assurer une meilleure prise en charge et de valoriser une recherche appliquée et adaptée aux exigences du pays, souligne-t-il. Le CEREFÉ recommande, en outre, de rompre avec les connaissances exclusivement théorique ou fondamentale, estimant que les connaissances techniques et technologiques réelles sont seules garantes de l'émergence d'une industrie créatrice de richesses et d'emplois durables. Concernant la formation professionnelle, le rapport relève que le nombre des diplômés dans les filières relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique a atteint 354 en 2020 alors que le nombre d'élèves en cours de formation est de 425. Ces chiffres "restent très loin de la masse critique nécessaire pour accompagner la transition énergétique dans notre pays, notamment concernant les volets énergies renouvelables, efficacité énergétique et industrielles qui vont avec", selon le rapport. Le Commissariat juge ainsi nécessaire de revoir la formation professionnelle dans ces domaines en quantité mais aussi en qualité afin d'assurer un "vivier de main d'œuvre qualifiée avec des aptitudes réelles à suivre les nouvelles dynamiques économique et industrielle". A noter que la nomenclature de la formation professionnelle en Algérie comporte neuf spécialités en relation avec les énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, encadrées par 93 professeurs.

R.N

ETUDIANTS ALGÉRIENS
EN TUNISIE

Retour prévu samedi
prochain par voie
terrestre

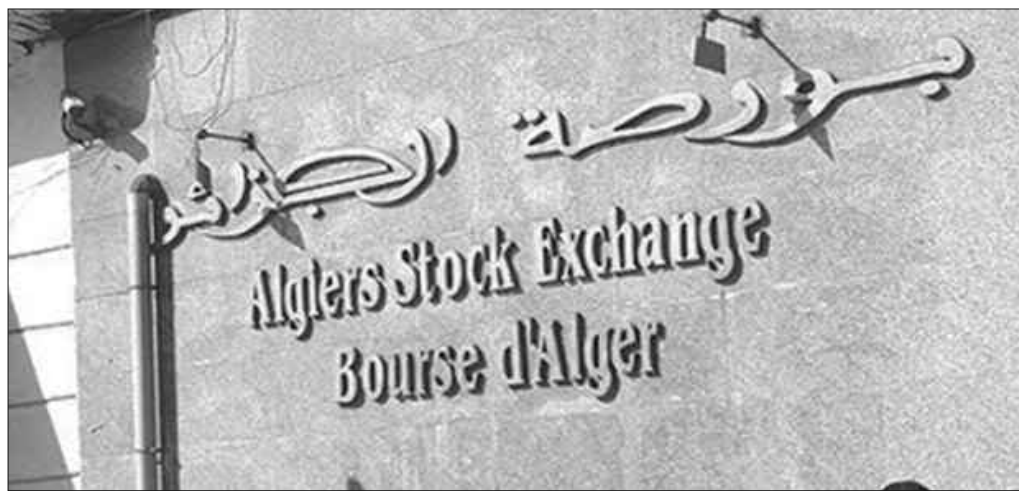
Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué, hier dans un communiqué, que le retour des étudiants algériens boursiers et non boursiers en formation résidentielle en Tunisie, aura lieu samedi 5 décembre à 10h00, par voie terrestre, à partir de Annaba. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique "tient à informer les étudiants algériens boursiers et non boursiers en formation résidentielle en Tunisie, et dont la liste est publiée sur le site web du ministère et des conférences régionales, que le retour sera organisé le samedi 5 décembre 2020 à 10h00, par voie terrestre", précise le communiqué. Les étudiants concernés "sont invités à effectuer impérativement un test PCR au niveau de leur lieu de résidence avant le départ, (et de) présenter à leur arrivée à la frontière, une copie du test PCR + négatif+ d'une durée de validité n'excédant pas 72 heures", ajoute la même source. Les étudiants sont appelés, également, à "se présenter le vendredi 4 décembre à la cité universitaire +Bouhdid+ de Annaba, où ils seront hébergés et regroupés", et à "prendre le départ de façon groupée, le samedi 5 décembre à 7h00 du matin, par des moyens de transport mis à disposition par les œuvres universitaires", conclut le communiqué.

R.N

FINANCE

Ouverture du capital de deux
banques publiques à travers
la Bourse d'Alger en 2021

L'ouverture du capital de deux (02) banques publiques aura lieu courant 2021 à travers la Bourse d'Alger dans le cadre des réformes gouvernementales du système financier national, a indiqué hier à Alger le ministre des Finances, Aymene Benabderrahmane.



Lors d'un point de presse en marge de l'inauguration de la première agence LCNEP-Banque dédiée exclusivement à la finance islamique, le ministre a fait savoir que "l'ouverture du capital de deux premières banques publiques se fera courant 2021 à travers la Bourse d'Alger", sans dévoiler l'identité des deux banques. Interrogé quant à l'apport de la finance islamique pour capter les fonds du marché parallèle, M. Benabderrahmane a rappelé que "l'émergence du marché parallèle a été le résultat d'absence de confiance et d'une bureaucratie ayant impacté les opérateurs et les investisseurs". Ainsi, selon lui, outre les réformes sectorielles en cours, et pour vulgariser la culture financière auprès des citoyens, les autorités financières du pays vont organiser, lors de la Journée arabe de l'inclusion financière en avril, plusieurs activités permettant au citoyen de se rapprocher plus du milieu financier et des banques. Il s'agit notamment, pour les

banques, de faire connaître les différentes opérations bancaires et digitales au citoyen. Concernant la réforme bancaire, le ministre a souligné qu'il s'agit là de l'une des priorités du Gouvernement. Tout un programme est finalisé dans ce cadre, a-t-il noté. Selon le ministre, cette réforme passe par l'implémentation d'un nouveau mode de gouvernance au niveau des banques publiques, à savoir "un dispositif permettant le financement pérenne et efficace de l'économie nationale en sortant du carcan du financement de l'import-import pour aller vers le financement des projets productifs pour accompagner les PME et les start-up". De plus, le premier responsable des Finances a indiqué que des bureaux de banques sectorielles algériennes seront ouverts à l'étranger en Europe dès le début de l'année prochaine puis suivront d'autres bureaux bancaires en Afrique courant 2021. Concernant la question sur l'intérêt des bureaux de change, le ministre a fait savoir que ces bureaux à travers le monde des pays dans le monde sont destinés aux non-résidents.

"Il faut qu'on comprenne que les bureaux de change dans ces pays sont destinés aux flux de touristes et non à leurs propres citoyens", a-t-il expliqué, précisant que la réglementation pour les bureaux de change existe en Algérie depuis les années 1990, sachant que la Banque d'Algérie a délivré un grand nombre d'agréments, mais seules une cinquantaine est en cours d'utilisation au niveau des grands établissements hôteliers notamment. Concernant l'absence des notes de conjoncture de la Banque d'Algérie depuis 2018, M. Benabderrahmane a expliqué que la conjoncture actuelle rend difficile les projections de la Banque. "Aucune note de conjoncture ne peut se projeter sur un espace temporel d'une semaine", a-t-il argué en rappelant que la crise sanitaire a mis toutes les économies du monde dans le rouge et que leurs indicateurs actuels sont devenus approximatifs du fait des incertitudes entourant l'évolution de la situation pandémique.

R.N

ELECTRICITÉ

Deux approches pour faire face au pic de consommation

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a proposé dans son premier rapport annuel deux approches pour atténuer significativement les effets du problème de pic de consommation électrique qui constitue une pression permanente poussant les pouvoirs publics à mobiliser des investissements supplémentaires pour renforcer la production. Le CEREFÉ part du constat que les capacités de production d'électricité en Algérie, qui ont atteint 20.963 MW en 2019, sont plus destinées à satisfaire la Pointe maximale appelée (PMA), que répondre à une charge moyenne qui se situe autour de 9 000 MW sur une grande partie de l'année. L'indice PMA relève un pic historique de la demande en électricité à 15.656 MW, enregistré le 7 août 2019. En 2020, la PMA a atteint 14.714 MW (le 28 juillet dernier), soit une diminution de 6 % par rapport à celle de 2019, et ce, en raison de la situation exceptionnelle liée à l'im-

pact de la pandémie de Covid-19. Le rapport fait remarquer, dans ce sens, que l'écart entre le pic de la demande enregistré l'été, et la consommation moyenne durant le reste de l'année, "se creuse davantage" ce qui contraint les pouvoirs publics à mobiliser de gros investissements pour réaliser des moyens supplémentaires de production d'électricité "alors qu'ils sont destinés à être démesurément sous utilisés dix à onze mois de l'année". Le CEREFÉ juge donc "urgent" de rompre avec cette situation qualifiée de "fuite en avant". Pour ce faire, le Commissariat préconise dans son rapport deux solutions pour ce problème : La production d'électricité à base de ressources renouvelables et la maîtrise de la consommation pendant le pic. La première approche consiste à atténuer le pic de consommation moyennant un déploiement bien étudié d'une capacité de production d'électricité de proximité à base de solaire photovoltaïque. En effet, les pics de consommations critiques sont ceux

qui répondent aux besoins de climatisation en plein été notamment en début d'après-midi (entre 13h00 et 15h00), alors que cette période est en phase avec l'apogée du rayonnement solaire, est-il expliqué dans le rapport. Ainsi, tout en répondant à la demande du consommateur, les deux contraintes auxquelles est confronté le gestionnaire du réseau électrique en termes de pic de production à assurer et la surcharge induite quant à son transit, peuvent toutes deux être simultanément atténuées. En outre, l'alternative proposée peut également avoir des retombées favorables quant à la qualité locale de l'énergie électrique servie, notamment en termes de maintien du niveau de la tension autour d'une valeur standard qui reste un des engagements les plus réglementés du gestionnaire du réseau vis-à-vis de ses clients, soutient le CEREFÉ. Quant à la deuxième approche, elle est basée sur une maîtrise de la demande elle-même au lieu de répon-

dre à la pointe par une production supplémentaire. Il s'agit d'encourager la réduction de la consommation durant les heures de pointes, à travers des contrats d'approvisionnement avec les clients, comportant des coûts différenciés selon les périodes de consommation. Ainsi, l'effacement négocié avec le client, d'une partie plus ou moins importante de sa demande durant le pic, peut constituer un "substitut économique appréciable" à l'installation de nouveaux moyens de production, destinés à être sous utilisés en dehors de courtes périodes de l'année. Bien qu'il soit mieux adapté particulièrement au milieu industriel, ce dispositif tend à se généraliser également aux particuliers, à travers la pratique d'un effacement dit "diffus" grâce à un boîtier permettant de couper momentanément la consommation de certains appareils énergivores lors des pointes de consommation, note encore le CEREFÉ.

R.N

MOHAMED CHERIF BELMIHOUB (MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE LA PROSPECTIVE)

500 000 d'emplois perdus à cause de la pandémie

Dans une émission à la radio nationale (Chaîne III), le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la prospective, Mohamed Cherif Belmihoub, a estimé, hier, à 500 000 le nombre d'emplois perdus en Algérie à cause de la pandémie du coronavirus (Covid-19).



Il ne s'agit pas de chiffre officiel, mais d'un simple calcul sur la base d'arrêt d'activité de tel ou tel secteur. Belmihoub a précisé que parmi les secteurs les plus touchés, celui des services de base, restaurants et cafétérias, qui emploient beaucoup de monde. «La chute des activités dans ce secteur avoisine les 88 %, selon des données officielles de l'Office national des statistiques », a-t-il dit. Le deuxième

secteur très impacté, selon Belmihoub, est le BTPH avec une baisse d'activité de 20 à 25%. Le gouvernement a lancé une enquête qui devrait aboutir à l'identification de l'impact de la crise sanitaire sur les ménages et sur les entreprises dont les résultats de cette étude devraient être dévoilés en janvier 2021, a-t-il fait savoir. Belmihoub a indiqué à propos du bureau qui devrait

dérouler l'enquête, qu'il devait être choisi dans le courant de la première semaine de décembre et il entamera les travaux de l'enquête juste après. «On pourra avoir les premiers résultats à la mi-janvier », a-t-il précisé avant de conclure: «Jusqu'à présent, le gouvernement s'est basé sur des données qui manquaient de précisions d'où l'urgence de cette étude».

R.N.

EDUCATION NATIONALE

50 000 DA pour indemniser le personnel touché par la pandémie

La Commission nationale des œuvres sociales des travailleurs de l'éducation (CNOSTE) a pris la mesure d'instaurer des primes et des indemnités au profit du personnel du secteur infecté à la covid-19 et ce dans l'objectif de contribuer à la réduction de la facture des soins, indique le président de la CNOSTE, Mustapha Benouis. «Il a été décidé d'octroyer des aides au profit du personnel du secteur de l'Education au niveau national pour les cas dont l'état de santé est jugé critique, lesquels s'inscrivent dans le cadre de la solidarité avec les fonctionnaires en cette conjoncture exceptionnelle et ce à travers l'institution d'une prime de risque, ou prime covid-19, estimée à 50 000 DA au profit des enseignants et des fonctionnaires testés positifs », a déclaré, à l'APS, M. Benouis.

Selon le même responsable, le concerné doit se rapprocher de la CNOSTE ou des commissions de wilayas pour le dépôt de son dossier médical avant de procéder au versement de cette prime sur son compte. Il a été décidé, en outre, de prendre en charge 50% des frais liés aux tests covid-19, notamment le test PCR ou scanner, a-t-il assuré, soulignant que la CNOSTE a signé une convention avec plusieurs laboratoires et cliniques privés au niveau national pour l'indemnisation des fonctionnaires atteints du nouveau coronavirus. Si le test est effectué dans l'un des laboratoires conventionnés, ce taux (50%) est prélevé directement et le concerné devra payer les 50% restants, à la condition d'être titulaire d'une carte de prise en

charge, a poursuivi M. Benouis. Dans le cas où ces analyses sont effectuées dans un laboratoire ou une clinique non conventionnée, l'indemnisation de 50% «demeure maintenue». Néanmoins, le versement de ce montant sur le compte de la personne concernée prendra du temps, a-t-il ajouté. Par ailleurs, M. Benouis a rappelé les œuvres sociales «importantes» dont bénéficient le personnel du secteur, les retraités et les familles prises en charge. Il s'agit de la pension d'orphelin qui est une pension annuelle comprenant les primes de scolarité, de l'Aid El-Fitr et de l'Aid El-Adha qui sont accordées en une seule fois. Elle s'élève à 9000 Da dans le cas où l'un des parents relève du secteur et à 12000 Da si les deux parents relèvent du secteur. Il s'agit également d'autres allocations et

primes notamment de décès et de veuvage. Concernant la prime de départ, il a fait état de 15 000 dossiers au niveau national, dont les titulaires bénéficieront de cette prime d'ici la fin de l'année en cours (31 décembre 2020). Il a également souligné l'importance des «prêts sociaux» accordés par le Comité au personnel du secteur ayant pour motif le mariage et l'achat ou la construction de logements, ainsi que le prêt exceptionnel, relevant que ce dernier était «gelé» depuis 2015. Le ministère de l'Education nationale avait élargi l'accès à la prise en charge des différentes demandes des œuvres sociales pour le personnel du secteur, de manière à contribuer à l'amélioration de leur pouvoir d'achat conformément aux exigences légales en vigueur.

R.N.

AMMAR BELHIMER (MINISTRE DE LA COMMUNICATION)

«L'Algérie fait l'objet d'un flot d'agressions verbales qui nous parviennent de France»

L'Algérie fait l'objet d'un flot ininterrompu d'agressions verbales qui nous parviennent de France», a affirmé, lundi à Alger, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, suite à la résolution du Parlement européen (PE) sur la situation des droits de l'Homme en Algérie. «Ces agressions empruntent plusieurs canaux: le Parlement européen, les ONG et leurs rares relais médiatiques et politiques locaux ainsi que les réseaux sociaux et leurs «influenceurs parisiens», a-t-il précisé dans une déclaration à l'APS. Pour le ministre «ce n'est pas la première fois que des lobbies évoluant au sein du Parlement européen tentent vainement d'épingler l'Algérie sur le registre des droits humains et des libertés individuelles, en pondant des résolutions similaires qui, au fil du temps, deviennent ennuyeuses et provoquent un sentiment de «déjà vu».

Il a déclaré, à ce sujet: «c'est devenu presque un marionnier qui se répète chaque fin d'année. Une sorte de cadeau de Noël ou de «service fait» à

l'adresse des commanditaires qui tirent les ficelles de ces lobbies». Belhimer a affirmé, en outre, que «le PE va jusqu'à tracer, dans le point 8 de sa résolution, la voie à suivre pour les Algériens: + la transition politique en cours doit garantir le droit de tous les Algériens, quels que soient leur sexe, leur origine géographique ou ethnique et leur statut socio-économique, y compris des Berbères, à participer pleinement au processus démocratique et à exercer leur droit de prendre part à la direction des affaires publiques». «Avons-nous en Algérie un problème d'ordre politique et citoyen spécifique dont la revendication est portée sur l'intégration des «Berbères» dans la vie politique et la gestion des affaires publiques», se demande un ami, militant de longue date, qui soupçonne, à juste titre, «des tentatives d'ethnisation de la vie politique, voire de retribalisation de l'identité à l'ère de la globalisation», a encore noté le ministre. «Les valeurs universelles défendues en grandes pompes par l'UE sont-elles réellement affranchies de l'eurocentrisme? » s'est-il encore interrogé.

Le ministre a soutenu, à cet égard, que «les ONG et leurs relais médiatiques et politiques locaux ne sont pas en reste de ces agressions». «Entre «silence» et «à-plat-centrisme», comme fort opportunément rappelé par la «une» d'un quotidien, l'immaturité des groupuscules laïco-démocrates, ultra-minoritaires dans le corps social et armés au sacro-saint logiciel atlantiste transitionnel et constituant, ne laisse planer aucun doute sur leur amateurisme politique, même s'ils font grand bruit dans les médias étrangers», a-t-il estimé.

Le ministre a affirmé, dans ce contexte, que «les relais internes de ces ONG feignent d'ignorer qu'aucun des pays ayant emprunté la voie du processus constituant issu des laboratoires atlantistes n'est sorti indemne de la partition territoriale et de la guerre civile». Le ministre a estimé que «l'émergence, depuis peu, d'une Toile patriotique active et de haute facture professionnelle, a permis de contenir la menace». «Elle sera soutenue et développée dans des proportions inégalées», a-t-il affirmé.

R.N.

Brèves

VACCIN ANTI-COVID-19

Les catégories prioritaires selon le Pr Mahyaoui

Les personnes âgées, les citoyens souffrant de maladies chroniques et les professionnels de santé seront les premiers concernés par le vaccin contre le coronavirus, a déclaré hier le Pr Ryad Mahyaoui, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie. Ces dernières catégories de citoyens se trouvent être les plus exposées à la contamination. Lors de son intervention à la radio nationale, le Pr Mahyaoui a souligné que le gouvernement n'a pas encore élaboré de plan de vaccination et que les structures qui recevront les citoyens à cet effet n'ont pas été déterminées. D'autre part, M. Mahyaoui a souligné que l'acquisition du vaccin sera soumise à des conditions et des normes strictes, qu'elle soit liée à son efficacité ou à des effets secondaires à court ou à long terme sur la santé humaine. Lors d'un conseil interministériel consacré à l'évolution de la pandémie du coronavirus, le Premier ministre a indiqué que l'Algérie choisira le vaccin qui aura l'agrément de l'Organisation mondiale de la santé.

Le ministre de la Santé a affirmé, pour sa part, que tous les citoyens algériens seront concernés par le vaccin et qu'il sera gratuit. Il a confirmé que les autorités suivaient les développements de la commercialisation du vaccin anti-virus corona. Il a souligné que le gouvernement est en contact avec un certain nombre de laboratoires internationaux, tels que Pfizer et Zeneca, ainsi qu'avec des représentations diplomatiques, afin de fournir le vaccin le plus rapidement possible. Le membre du Comité scientifique a également évoqué les obstacles que le pays peut rencontrer pour acquérir le vaccin, expliquant que la question est liée à la quantité. En revanche, il a déclaré que le nombre de contaminés au Coronavirus avait diminué au cours des deux derniers jours par rapport aux jours précédents. Il a souligné qu'il s'agissait d'une indication positive et d'une preuve que les mesures prises par les pouvoirs publics commencent à porter leurs fruits.

R.N.

TRIBUNAL DE KOLÉA (TIPASA)

Le verdict de Karim Tabbou sera rendu le 07 décembre courant

Le verdict de Karim Tabbou, porte-parole de l'Union démocratique et sociale (UDS) (parti non agréé), accusé d'"atteinte au moral de l'armée", sera rendu le 07 décembre courant, a annoncé hier le tribunal de Koléa. La décision de la chambre correctionnelle du Tribunal de Koléa est intervenue tôt dans la matinée d'hier, en clôture des étapes du procès de Karim Tabbou, poursuivi pour "atteinte au moral de l'armée" et "atteinte à l'unité du territoire national", pour des faits remontant à 2019. Le procureur de la République près le Tribunal de Koléa (Tipasa), avait requis, lundi, une peine de trois ans de prison ferme contre Karim Tabbou, assortie d'une amende de 100 000 DA, considérant que les déclarations de l'accusé, en mai 2019, «étaient dangereuses et destinées à l'opinion publique nationale avec toutes ses composantes dans un contexte politique sensible traversé par l'Algérie». Pour sa part, l'accusé Karim Tabbou a plaidé son "innocence", affirmant qu'il accepte toutes les accusations à l'exception, a-t-il dit, de l'"atteinte à la défense nationale, menace de l'unité nationale et atteinte au moral de l'armée". «Je suis un militant politique et je me fixe des limites morales, dont notamment ne pas toucher à l'Institution militaire», qui est "comme une couronne sur nos têtes", a soutenu Karim Tabbou.

Le procès de Karim Tabbou a été reporté sept fois consécutives, principalement à la demande de la défense. Le report du procès a été également décidé par le tribunal, en raison des mesures de prévention contre le nouveau coronavirus, prises par le ministère de tutelle.

R.N.

VIH SIDA EN ALGÉRIE

2000 nouvelles infections dont 150 décès depuis 2019

Plus de 2000 nouvelles infections au VIH Sida, dont 150 ayant entraîné des décès, ont été enregistrés depuis 2019 en Algérie, a annoncé, hier à Alger, le Directeur de l'Onusida Algérie, Adel Zeddani, notant les répercussions négatives de la pandémie du Coronavirus sur la riposte au Sida dans le monde.

Ainsi, sur les 22.000 personnes vivant avec le VIH Sida recensés, à ce jour, dans le pays, quelque 2100 ont été infectées depuis 2019, dont 150 en sont décédées, a précisé M. Zeddani à l'APS, en marge de la rencontre de célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, organisée au siège du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

"Sur les 22.000 malades vivant avec le VIH Sida, 15.000 sont soumis au traitement. Ce pourquoi, le défi pour nous consiste à amener les porteurs du virus non connus à se faire dépister et à déclarer leur maladie afin de briser la chaîne de transmission de l'épidémie", a-t-il ajouté.

Evoquant la pandémie actuelle de la Covid-19, l'intervenant a déploré, lors de son allocution en plénière, que celle-ci ait "ralenti davantage les progrès" en matière de lutte contre le Sida pour l'ensemble de la communauté internationale. "Les modélisations à long terme des répercussions de la pandémie sur la riposte au VIH indiquent que le nombre de nouvelles infections et celui des décès liés au Sida entre 2020 et 2022 augmenteront entre 123.000 et 293.000 cas pour les infections et entre 69.000 et 148.000 cas pour les décès", a-t-il explicité.

Tout en rappelant que jusqu'à 2019, pas moins de 18 millions d'individus vivaient avec le VIH dans le monde, dont 1,8 million d'enfants de moins de 15 ans, le représentant de l'Onusida s'est, toutefois, félicité que les nouvelles infections aient diminué de 23 % par rapport à 2010 et que, depuis cette date, les décès aient reculé de 39 %. En revanche, il a déploré que le nombre de 1,7 million d'infections enregistrées durant la seule année écoulée demeure "loin" de la cible 2020 tracée par l'organisation onusienne consistant à atteindre moins de 500.000 nouvelles infections par an.

Aussi, il a tenu à rappeler que, dans son rapport publié en novembre passé sous le titre "Prévenir contre les pandémies en mettant les Gens au centre", l'Onusida avait incité les Gouvernements à "renforcer considérablement leurs investissements en faveur des ripostes aux pandémies et à adopter une série d'objectifs courageux, ambitieux mais réalisables concer-



nant le VIH". Et de plaider pour "mettre un terme aux injustices sociales" exposant des personnes à un risque d'infection au VIH et pour "lutter en faveur du droit à la santé", avant de faire observer que les nouveaux objectifs de l'Onusida pour 2025 visent "une couverture à hauteur de 95 % de chaque sous-population des personnes vivant avec le VIH". Des objectifs qui, poursuit M. Zeddani, nécessitent un "environnement propice", sachant que moins de 10 % de pays disposent de réglementations punitives et que le même taux de personnes séropositives sont victimes, de par le monde, de "stigmatisation et de discrimination".

Une baisse de 10 % des décès en Algérie depuis 2010...

De son côté, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en Algérie, Eric Overvest, a tenu à relever que "l'amélioration de l'accès au traitement en Algérie a contribué à la réduction de 10 % du nombre des cas de décès depuis 2010, précisant, toutefois, que celui des nouvelles infections a augmenté de 50 % passant de 500 cas en 2003 à près de 1000 cas en 2010 pour atteindre 2100 cas en 2019. Ce qui l'amènera à relever que "malgré l'enga-

gement politique et financier considérable de l'Etat ainsi que des efforts de tous les acteurs et des partenaires internationaux en matière de riposte au Sida, les progrès restent longs, à l'instar des autres pays", avant de faire remarquer que "le défi pour l'Algérie" consiste à atteindre la cible 90-90-90 notamment s'agissant de "la suppression durable" de la charge virale chez les personnes sous traitement antirétroviral (ARV), "l'élargissement" de l'offre du dépistage ainsi que "la généralisation" de la prévention contre la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

APS

SAISON HIVERNALE

Le cumul des précipitations devra être "proche de la normale à en dessous"

Le cumul des précipitations pour la saison hivernale devra être "proche de la normale à en dessous" sur le Nord du pays, alors que la moyenne des températures prévue sera de "normale à plus chaude", notamment dans le Nord et dans les Hauts-plateaux, selon les prévisions saisonnières de l'Office nationale de météorologie (ONM).

Pour les mois de décembre, janvier et février, "la température moyenne saisonnière sera, à presque 80% de probabilité, normale à au-dessous de la normale. En ce qui concerne les précipitations, le cumul saisonnier sur le Nord du pays devra être proche de la normale à au-dessous avec 50 % de chance", a indiqué à l'APS le directeur du Centre climatologique national (CCN), qui relève de l'ONM, Salah Sahabi-Abed.

"Les modèles climatiques prévoient, et à l'unanimité, que les températures devraient être en moyenne vraisemblablement normales (comparables à la moyenne climatique statistique de la période 1981-2010) à au-dessus des conditions normales sur la quasi-totalité de la région d'Afrique du Nord y compris l'Algérie", a-t-il précisé.

"On s'attend par conséquent à une saison plus chaude que la normale climatologique calculée sur la période 1981-2010, prise comme référence par l'Organisation météorologique mondiale (OMM)", a estimé M. Sahabi, ajoutant que "cette température moyenne est attendue d'être normale à plus chaude, notamment au Nord de l'Algérie jusqu'aux Hauts-plateaux avec 80 % de probabilité".

Concernant le cumul saisonnier des précipitations, il a fait savoir que "beaucoup de modèles climatiques des Centres méditerranéens favorisent l'hypothèse d'une saison normale à sèche sur les régions méditerranéennes avec plus de 50% de chance", relevant que "cette prévision s'accorde également sur la vigueur des conditions des pluies saisonnières, prévues par Météo-Algérie".

"Ces modèles ressortent alors des prévisions de conditions normales à parties sèches que la normale sur la partie Sud-est de la Méditerranée et la plupart des régions de l'Europe occidentale au Nord de la mer méditerranéenne", a ajouté le climatologue. L'ONM contribue, chaque année dans les forums régionaux organisés sous l'égide de l'Organisation mété-

rologique mondiale (OMM) afin d'arrêter avec les experts des différents Centres climatiques spécialisés, une prévision consensuelle des températures et des précipitations pour la saison hivernale (décembre-janvier-février). Cette rencontre permet également d'évaluer les prévisions établies des saisons précédentes", a expliqué M. Sahabi. La dernière rencontre des Réseaux de l'OMM des Centres climatiques régionaux méditerranéens de prévision à longue échéance qui s'est tenue par visioconférence fin novembre et à laquelle a participé l'ONM ainsi que des services hydrométéorologiques nationaux et instituts de recherche de la région méditerranéenne, a "fait ressortir une prévision consensuelle sur tout le domaine de la région méditerranéenne", a-t-il indiqué. Dans ce sens, il a ajouté que l'élaboration par l'ONM du bulletin de prévision saisonnière "vise en premier lieu à apporter une contribution aux différents usagers et partenaires institutionnels, notamment le secteur socio-économique (ressources en eau, énergie, la santé...) et à aider les Pouvoirs publics à prendre des mesures anticipatives". Il a expliqué, dans le même cadre,

que "la prévision mensuelle et saisonnière informe sur la vigueur de la saison et trace de manière générale la tendance globale des principaux paramètres météorologiques pouvant affecter la société et les secteurs socioéconomiques et ce, par rapport aux valeurs normales observées habituellement sur une période connue assez représentative (ici équivalente à 30 ans)".

"Contrairement aux prévisions à échéance de quelques jours, l'information n'est pas détaillée ni chiffrée, mais présentée sous forme de prévisions qualitatives qui renseignent sur les grandes tendances (plus chaud ou plus froid, plus sec ou plus humide que la normale)", a ajouté le directeur du CCN.

Selon M. Sahabi, "les climatologues analysent les résultats de modèles de prévisions numériques comparables à ceux utilisés pour réaliser les prévisions à court terme, mais intégrant la modélisation des océans et les comportements des facteurs impactant les conditions atmosphériques à grande échelle". "Cette prévision est donc basée sur la production des modèles climatiques dynamiques et statistiques, ainsi que les caractéristiques climatiques des téléconnexions atmo-

sphériques connues de circulation générale", a-t-il fait observer.

Le directeur du CCN a relevé, dans le même contexte, que "les variations saisonnières, qui ne sont pas prévisibles longtemps à l'avance, peuvent parfois dominer, de sorte que des mises à jour régulières des prévisions sont fortement recommandées".

"En d'autres termes, la prévision saisonnière ne peut en aucun cas être un élément de substitution à d'autres bulletins météorologiques spécifiques, à l'instar de la carte de vigilance ou le bulletin météorologique spécial (BMS) que diffuse l'ONM", a-t-il fait savoir.

Dans ce sens, et concernant la prévision quotidienne ou de moyen terme (un à trois jours), "il est impératif de suivre les bulletins de prévision météorologique et d'alertes ainsi que la carte de vigilance émanant des services de Météo-Algérie, notamment en période hivernale", a insisté l'expert, relevant en outre que "cette période de l'année pourrait connaître des épisodes de fortes pluies de courte durée et donc des intensités très importantes susceptibles d'engendrer des dégâts".

APS

CNEP-BANQUE

Inauguration d'une agence dédiée exclusivement à la finance islamique

Une agence de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), dédiée exclusivement à la finance islamique, a été inaugurée hier à Alger par le ministre des Finances, Aymene Benabderrahmane.



Accompagné par le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Rosthom Fadli et le P-dg de la Cnep-Banque, Rachid Metref, le ministre des Finances a inauguré cette agence, la première en Algérie à offrir "exclusivement" des produits conformes à la Charia. L'agence est dotée d'un simulateur de financement, pour assurer la commercialisation des produits de la finance islamique développée par la CNEP-Banque. Trois (03) produits seront proposés dans une première étape : les comptes chèques et comptes courants ainsi que le produit de financement "Ijara Tamlikia" dédié au financement immobilier. Cette première étape sera suivie par l'ouverture progressive de nouvelles agences de même nature à travers l'ensemble du pays à commencer par les wilayas

de Boumerdès et de Sidi Bel Abbes. La CNEP-Banque, qui ambitionne de doter toutes ses agences d'un guichet dédié à la finance islamique, compte depuis début novembre à ce jour (05) agences mixtes (islamique/conventionnel) à Saïd Hamdine (Alger), Ain Témouchent, Boudjeriou (Constantine), Bouira et Biskra. Selon M. Benabderrahmane, la finance islamique constitue une partie du programme de réforme du gouvernement. "La finance islamique était un vœu pieux, c'est devenu une réalité. Depuis le mois de mars et la promulgation du règlement de la Banque d'Algérie, nous avons très bien avancé avec le Haut Conseil Islamique (HCA) pour le développement des produits de la finance islamique", s'est-il réjoui.

Le ministre a fait savoir que depuis l'inauguration de la première agence proposant les produits de la finance islamique (la BNA à Alger-centre), "le rendement est bon et même au-delà des prévisions". Il a annoncé que les premières données et statistiques en la matière seront communiquées à la fin de l'année en cours. Juste après cette inauguration, le ministre a effectué une visite au niveau de "l'espace mémoire" de la Cnep-Banque au niveau du siège de la direction générale de l'établissement financier à Chéraga. A cette occasion, M. Benabderrahmane a souligné l'intérêt de vulgariser l'activité financière et de former les citoyens afin de permettre le développement de l'utilisation des nouvelles technologies dans la finance.

R.N

Brèves

BANQUE CENTRALE AMÉRICAINE

Encore des mois "difficiles" pour l'économie

Les Etats-Unis s'acheminent vers des mois "difficiles" sur le plan économique en raison de la résurgence de la pandémie de Covid-19, selon le président de la Banque centrale américaine qui relève que l'impact du déploiement d'un vaccin potentiel demeure incertain. "L'augmentation des nouveaux cas de Covid-19, ici et à l'étranger, est préoccupante et pourrait s'avérer difficile pour les prochains mois", a déclaré Jerome Powell dans un discours préparé pour son audition au Sénat de mardi et publié lundi. Les nouvelles récentes sur le front des vaccins sont "très positives à moyen terme", souligne-t-il. Mais "pour l'instant, d'importants défis et incertitudes demeurent, y compris le calendrier, la production et la distribution" d'un ou de plusieurs éventuels vaccins, ajoute-t-il. En outre, observe-t-il, il demeure difficile d'évaluer l'ampleur de l'impact économique avec "un quelconque degré de confiance". De son côté, le secrétaire américain au Trésor sortant, Steven Mnuchin, qui sera auditionné aux côtés du patron de la Fed devant la Commission bancaire du Sénat, a défendu dans ses remarques préparées, les mesures prises par l'administration mettant en avant le rebond économique historique enregistré au troisième trimestre. "Les Américains retournent au travail", a-t-il relevé. "Le rapport sur l'emploi d'octobre a montré que l'économie a récupéré 12,1 millions d'emplois depuis avril - plus de 50% de tous les emplois perdus en raison de la pandémie". Le seul secteur privé des services, qui comprend les industries les plus touchées par les mesures de fermeture pour endiguer le coronavirus, a regagné 58% des emplois perdus.

R.E

ZONE EURO

Accord pour réformer le fonds de sauvetage

Les ministres des Finances européens se sont mis d'accord lundi pour renforcer les pouvoirs et développer le rôle du fonds de sauvetage de la zone euro, une réforme mise de côté depuis un an à cause des réticences italiennes et de l'épidémie de coronavirus.

"Il y a des décisions, surtout dans l'UE, qui semblent si techniques qu'il est difficile de voir tout de suite leur impact politique : l'accord d'aujourd'hui (...) en fait partie", a souligné le ministre allemand des Finances Olaf Scholz, pour qui cette réforme "renforce l'euro et l'ensemble du secteur bancaire européen".

Le principe d'une refonte de ce fonds, le Mécanisme européen de stabilité (MES), était largement accepté par la zone euro dès fin 2019, à l'exception de l'Italie, pour des raisons de politique interne. La discussion avait ensuite été mise de côté avec l'épidémie de coronavirus. Le MES a été créé en 2012 lors de la crise de la dette de la zone euro pour aider les Etats, comme la Grèce, confrontés à des problèmes de financement sur les marchés car ils n'inspiraient plus confiance aux investisseurs. L'institution verra désormais ses capacités financières renforcées et ses pouvoirs en matière de surveillance des pays en difficulté accrues. Le Mécanisme endossera aussi le rôle de "prêteur en dernier recours" pour les banques européennes en détresse si les réserves du Fonds de résolution unique -- alimenté par les banques -- s'avéraient insuffisantes. Cette capacité sera mise en place dès 2022, contre 2024 initialement. "Il s'agit d'une étape cruciale pour le renforcement de l'union bancaire", s'est félicité Paschal Donohoe, le président de l'Eurogroupe, l'instance qui réunit les ministres des Finances de la zone euro.

R.E

ECONOMIE MONDIALE

L'OCDE révisé à la baisse ses prévisions de croissance en 2021

L'OCDE a revu à la baisse hier sa prévision de croissance de l'économie mondiale en 2021, qui devrait rebondir de 4,2%, contre 5% prévus avant les reconfinements de l'automne. L'Organisation de coopération et de développement économique a également légèrement corrigé son estimation pour 2020, mais à la hausse : le PIB mondial devrait finalement se contracter de 4,2%, contre -4,5% prévus lors de ses précédentes prévisions, en septembre. En revanche, les perspectives de rebond se sont assombries pour 2021. Car entretemps a déferlé la deuxième vague de Covid-19, qui a fait 1,46 million de morts depuis son apparition en Chine en décembre et continue à progresser rapidement dans certains pays, comme au Brésil où le PIB est attendu en hausse de 2,6% en 2021, après -6% en 2020. Même si le monde ne devrait pas re-

trouver son niveau d'avant-crise avant la fin de 2021, la croissance sera toutefois partout au rendez-vous l'année prochaine, selon les prévisions de l'OCDE : +3,2% aux Etats-Unis, +3,6% en zone euro, +7,9% en Inde et +8% en Chine. Pour 2022, l'OCDE table sur une croissance mondiale de 3,7%. Les nouvelles sur le front du vaccin portent à l'optimisme. Lundi, le laboratoire américain Moderna a déposé une demande d'autorisation de son vaccin aux Etats-Unis, faisant espérer de premières vaccinations dès le mois de décembre. "La perspective d'une sortie de crise s'est améliorée grâce aux (...) progrès réalisés dans la conception d'un vaccin efficace, mais les perspectives à court terme restent très incertaines, la reprise de l'activité étant de plus en plus hésitante", écrit l'OCDE. En effet, la recrudescence de l'épidémie "et les mesures d'endiguement mises en place

ont freiné le rythme de la reprise mondiale, après l'effondrement de la production constatée dans la première moitié de 2020". Et cette tendance "devrait persister pendant un certain temps, étant donné les défis à surmonter, en termes de développement et de logistique, avant de pouvoir distribuer un vaccin à grande échelle dans le monde", prévient l'institution basée à Paris qui invite à ne pas se faire d'illusions : "vivre avec le virus pendant encore six à neuf mois au moins sera compliqué". Quant à la réponse macroéconomique, l'OCDE est sur la même ligne que le FMI : les politiques monétaires et budgétaires actuelles, expansionnistes, doivent être poursuivies, le moment n'est pas venu de serrer la vis. "S'assurer que la dette est supportable ne sera une priorité que lorsque la reprise sera sur les rails" prévient-elle.

R.E



OUARGLA

Attribution prochaine de 4.500 lots de terrains à bâtir

Un quota de 4.500 lots de terrains à bâtir sera attribué prochainement à leurs bénéficiaires dans la commune d'Ouargla, dans le cadre des lotissements sociaux, a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire communale (P-APC).

Une opération de tirage au sort devrait "bientôt" intervenir pour la localisation des 4.500 bénéficiaires de parcelles de terrain destinées à l'auto-construction et situées au niveau du quartier Bamendil (périphérie Ouest d'Ouargla), après avoir rendu publique leur liste nominative, a affirmé Boubakeur Azzi, sur les ondes de la radio locale.

Elle s'effectuera, une fois les procédures

administratives achevées, en présence des représentants des instances et des comités de quartiers concernés pour garantir une transparence "totale" de l'opération, a-t-il ajouté.

Au moins 1.000 parcelles de terrain, dont les travaux d'aménagement viennent d'être terminés, seront attribuées à leurs bénéficiaires comme une première tranche de ce programme d'habitat, indique le même responsable. Ces travaux d'aménagement ont porté notamment sur la réalisation des voies et réseaux divers (AEP, assainissement, électricité et gaz), a-t-il poursuivi.

Cette formule d'habitat, qui enregistre un engouement des citoyens, contribuera

à l'éradication de l'habitat précaire, tout en leur assurant des logements décentes, estime le P/APC, soulignant qu'une aide financière est accordée par l'Etat aux bénéficiaires pour réaliser leurs nouvelles habitations.

S'agissant de la lutte contre les constructions illicites, l'APC d'Ouargla s'engage à appliquer près de 1.400 arrêtés de démolition sur le territoire du chef-lieu de wilaya, a fait savoir, par ailleurs, M. Azzi, signalant que des mises en demeure ont été adressées aux citoyens concernés au niveau de plusieurs quartiers, tels que Mekhadma, Bouameur, Haï-Ennasr et sur l'axe jouxtant la route menant vers El-Menea (wilaya de Ghardaïa).

EL BAYADH

Remise des clés de 1400 logements publics locatifs

Les clés de 1.431 logements publics locatifs au niveau de la nouvelle ville d'El Bayadh ont été remises, lundi, à leurs bénéficiaires.

La cérémonie symbolique de remise des clés a été présidée par le wali, Kamel Touchène qui a indiqué à la presse, que cette opération d'attribution représente l'un des plus importants quota de logements distribués dans la wilaya. Ont été attribués, dans la wilaya d'El Bayadh, 1.701 logements publics locatifs depuis le début de l'année en cours, en plus de 282 aides financières à l'habitat rural, de même que 331 arrêtés d'attribution de lots sociaux destinés à l'auto-construction, outre la remise de 2.875 livrets fonciers aux bénéficiaires de lotissements sociaux, a-t-il souligné. Le chef de l'exécutif de la wilaya a fait savoir que le quota global de logements distribués depuis le début de l'année, toutes formules confondues, a atteint 5.189 logements.

Il est attendu la distribution d'un autre quota avant la fin de l'année en cours, qui est représenté par 350 logements publics locatifs dans la commune de Bougtob et 381 logements dans la commune de Brezina, a-t-il ajouté. Pour sa part, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a indiqué à l'APS, que la commune d'El Bayadh dénombre actuellement un quota de logements publics locatifs en cours de réalisation, estimé à 2.870 unités dont le taux d'avancement des travaux est de 80 pour cent.

SAIDA

Plantation de plus de 330.000 arbustes

Les services de la Conservation des forêts de Saida comptent planter 334.000 arbustes jusqu'à mars prochain pour régénérer le couvert végétal et remplacer des surfaces détruites par les incendies, a-t-on appris lundi auprès de cette instance.

L'opération, lancée la semaine dernière, touchera différents espaces boisés de la wilaya endommagés par les incendies enregistrés en juillet dernier dont une superficie de 513 hectares de la forêt de Sid Ahmed Zeggai située à la sortie-ouest du chef-lieu de wilaya, a-t-on indiqué.

La Conservation des forêts a procédé, jusqu'à ce jour, à la plantation de 8.000 arbustes de pin d'Alep en zones boisées sur une surface de 6 ha. Les mêmes services ont mobilisé pour la réussite de ce programme, élaboré par la Conservation des forêts en collaboration avec l'Entreprise nationale de génie rural, tous les moyens humains et matériels nécessaires.

A noter que 145.300 arbres fruitiers ont été plantés l'année dernière à travers de vastes espaces boisés de la wilaya, soit sur 395 ha. Cette opération a porté sur la mise en terre de 17.400 pistachiers, 3.400 amandiers et 124.500 caroubiers.

La wilaya de Saida recense une superficie boisée globale de 158.783 ha, selon la Conservation des forêts.

BOUMERDES (HÔPITAL DE THENIA)

Un 2^e appareil PCR pour le laboratoire de dépistage

Le laboratoire de dépistage du nouveau coronavirus de l'hôpital de Thénia (Est de Boumerdes) a été renforcé par un 2^eme appareil de test PCR, ce qui va augmenter le nombre des dépistages réalisés quotidiennement, a-t-on appris, lundi, auprès d'un responsable de la direction locale de la santé et de la population.



Selon le chargé de communication, Mohamed Barki, ce nouvel équipement, acquis sur le budget de wilaya, s'ajoutera au premier appareil PCR entré en service à l'hôpital de Thénia, "en mai dernier et acquis grâce à des dons de bienfaiteurs", a-t-il indiqué à l'APS. Ce nouvel appareil de dépistage est doté d'une capacité de réalisation de 96 tests/heure, au moment où la capacité théorique du premier ne dépasse pas les 250 tests/jour.

Selon M. Barki, cet appareil utilisant la technique PCR, dont le staff en charge de son exploitation a bénéficié d'une formation au niveau de l'Institut Pasteur d'Alger, "permettra aux staffs

soignants, au niveau des établissements hospitaliers de la wilaya, d'obtenir les résultats des tests dans un court laps de temps et de prendre rapidement les décisions qui s'imposent, pour une meilleure lutte contre cette pandémie, tout en réduisant la charge sur l'Institut Pasteur", a-t-il expliqué.

A noter, également, le renforcement de la prise en charge des malades de la Covid-19 au niveau des hôpitaux de Bordj Menail et Dellys, durant cette semaine, par de nouveaux réservoirs d'oxygène médical, d'une capacité de 5.500 litres, chacun, a signalé la même source.

A cela s'ajoute, l'affectation de six lits médicalisés au profit des

services des urgences des hôpitaux de Thénia, Bordj Menail et Dellys, pour la prise en charge des cas graves des malades Covid-19 et le renforcement d'un nombre de structures sanitaires en appareils respiratoires. Le nombre des lits destinés à la prise en charge des malades atteints du coronavirus a été augmenté de 40% au niveau des établissements hospitaliers de la wilaya de Boumerdes, dans le cadre d'un programme d'urgence, visant à éviter la saturation de ces établissements, dont le taux d'occupation des lits est actuellement estimé à 60%. Cette hausse de 40% des capacités d'accueil des trois établissements hospitaliers de la wilaya

équivalait à la mobilisation de 64 lits supplémentaires, ce qui porte le nombre total des lits destinés à la prise en charge des malades de la Covid-19 de 197 à 261.

Le même programme d'urgence prévoit, également, selon M. Barki, la mobilisation d'un hôtel privé d'une capacité de 180 lits dans la ville de Boumerdes, outre une clinique, pour les mettre à disposition du secteur de la santé en cas de besoin. A cela s'ajoute la mobilisation de quatre auberges de jeunesse relevant du secteur de la jeunesse et des sports, d'une capacité d'accueil de 160 lits et deux camps de toile d'une capacité d'accueil de 300 lits, rappelle-t-on.

AÏN DEFLA (COVID-19)

30 millions de DA alloués par les bienfaiteurs

Plus de 30 millions de DA ont été alloués par les bienfaiteurs dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19) à Aïn Defla depuis le début de la pandémie à ce jour, a indiqué lundi le wali, Embarek El Bar.

"Les bienfaiteurs ont contribué avec plus de 30 millions de DA aux efforts visant la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19) à Aïn Defla depuis le début de la pandémie à ce jour, notamment par l'achat des masques de protection buccale et des produits alimentaires au profit des pans les plus vulnérables de la société", précise le wali en marge du débat consacré au projet du budget préliminaire de la wilaya pour l'année 2021.

Pour le premier responsable de la wilaya, le geste de ces bienfaiteurs est d'autant plus louable qu'il intervient dans une crise sanitaire ayant impacté négativement leurs activités, observant que nonobstant le montant accordé, "le plus important est la solidarité dont ils ont fait preuve à l'adresse de leur concitoyens".

Une enveloppe de 11 millions de DA a été mobilisée par les services de la wilaya à l'achat des masques de protections buccale depuis le début de la pandémie à ce jour, a par ailleurs fait savoir le chef de l'exécutif, faisant état du lancement imminent d'une seconde opération du même genre pour laquelle 5 millions de DA ont été consacrés.

"Les spécialistes de la santé s'accordent sur l'importance du masque de protection buccale dans le ralentissement de la propagation de la maladie, d'où la nécessité pour nous de rendre accessible ces objets de protection", a-t-il dit.

Abordant le centre d'analyses PCR de Aïn Defla, dont le début d'activités n'a pas encore commencé, le wali a justifié ce retard par le fait que la structure sur laquelle les responsables locaux de la santé ont jeté leur dévolu ne pouvait effectuer que six analyses par semaine. Selon lui, un centre assurant 40 analyses par semaine entrera en activités vers la fin du mois prochain, signalant qu'une équipe de spécialistes chevronnés y exercera.

TIZI-OUZOU

L'ENIEM annonce un arrêt technique d'activités

Un arrêt technique des activités sera observé dès hier au niveau de l'Entreprise nationale des industries électro-ménagères (ENIEM) de Tizi-Ouzou pour une période d'un mois, en raison des contraintes financières et d'une rupture de stocks de matière première, a annoncé lundi sa direction générale.



Selon une note sanctionnant la réunion de son Conseil d'administration (CA), l'entreprise indique être "dans l'obligation d'opter pour un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois (du 01 au 31 décembre), et ce, conformément à la convention collective de l'entreprise". Le CA, réuni dimanche, motive sa décision par "la persistance du blocage de la banque pour l'octroi des crédits nécessaires pour le financement des approvisionnements, la rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production et l'abrogation de la production de l'électroménager à partir de collections CKD". Par conséquent, l'ensemble des di-

recteurs ont été instruits d'organiser le départ en congé de leur personnel en veillant au respect de certains critères, en premier lieu, l'épuisement des reliquats des congés annuels, et ensuite, l'octroi d'un congé technique pour le personnel ayant consommé son droit au congé annuel, selon le même document. Concernant la mise en congé technique, les travailleurs garderont leurs salaires de base augmenté de l'indemnité d'expérience professionnelle ainsi que du maintien des primes et indemnités à caractère familial telle l'indemnité pour salaire unique (ISU). De même qu'il ne sera pas procédé aux différentes retenues mensuelles (prêt social, produit ENIEM, produit UC).

Un service minimum sera, toutefois, assurée durant cette période d'arrêt technique de travail afin de finaliser les travaux à caractère urgent, tel les travaux d'inventaire, de bilan et de gestion de la paie, est-il ajouté dans le document de la direction de l'entreprise. Contacté par l'APS, le président directeur général (PDG), Djillali Mezouar, a expliqué le recours à cette décision par "la rupture de stock de matière première au niveau de l'ensemble des ateliers", et pointé du doigt "les banques qui ne (leur) fournissent pas de crédits pour l'approvisionnement en matière première". En février dernier, l'entreprise avait bénéficié d'une autorisation d'achat à l'importation d'un montant de 1,1 milliards DA qui lui a

permis, a-t-il expliqué, "d'assurer la production jusqu'à octobre dernier", faisant remarquer, à ce titre, que "la banque a déjà débité l'entreprise de 730 millions DA sur les 1,1 milliard de DA sus-cités avant même l'expiration de l'échéance de 9 mois", contractée dans leur accord. Il a, également, ajouté qu'"un lot de marchandises importé par l'entreprise se trouve bloqué au niveau des douanes en raison de l'absence d'autorisation d'importation et d'exploitation de la matière première en CKD/SKD". La direction de l'entreprise se réunit à la fin de cette période d'arrêt des activités "pour décider des suites à donner à cette décision selon l'évolution de la situation", a, en outre, précisé M. Mouazer.

MOSTAGANEM

Découverte d'un dauphin échoué sur la plage de Sidi Abdelkader

Un dauphin a été découvert échoué à la plage de Sidi Abdelkader sur le littoral-est de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la protection civile. Le dauphin, rejeté par les vagues dimanche sur la plage de Sidi Abdelkader à l'ouest de la commune d'Achaacha (80 km à l'est de Mostaganem), fait environ deux mètres de long et pèse plus de 30 kilogrammes, a-t-on indiqué. Ce mammifère marin, trouvé en état de décomposition, a été enlevé et enterré suivant les procédures légales et administratives en vigueur dans de tels cas afin de préserver la santé publique et l'environnement. Il s'agit du deuxième cas du genre en l'espace de deux semaines après la découverte d'un dauphin en décomposition sur la plage de Chelif à l'est de Mostaganem, le 18 novembre en cours.

RELIZANE

L'ADE signe des conventions avec 21 micro-entreprises

L'unité de Relizane de l'Algérienne des eaux (ADE) a signé des conventions de partenariat avec 21 micro-entreprises, créées dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ), pour améliorer le service public, a-t-on appris lundi du directeur local de ce dispositif, Adel Hemal a rappelé qu'un accord a été signé entre le ministère des Ressources en eau et le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises en vue de soutenir les jeunes entrepreneurs et réduire la tension sur les équipes de maintenance relevant de l'ADE. Ces micro-entreprises spécialisées dans l'hydraulique et la plomberie sont chargées de diverses missions, dont l'installation de compteurs et la réparation des fuites d'eau dans les branchements individuels, en plus du raccordement de nouvelles cités d'habitation au réseau d'alimentation en eau potable (AEP), selon le responsable. Cet accord vise également à accompagner les micro-entreprises dans la promotion de l'investissement qui répond aux besoins du citoyen, en plus de créer de nouveaux emplois pour les jeunes et d'encourager l'entreprenariat, a affirmé pour sa part le chargé de la formation et des accords à l'antenne de wilaya de l'ANSEJ, Habib Achour, qui a annoncé de prochaines conventions avec des micro-entreprises d'autres secteurs.

COMMUNE DE GHROUS (MASCARA)

130 familles bénéficient de l'électrification rurale

Pas moins de 130 familles de la commune de Ghrou (wilaya de Mascara) ont bénéficié lundi d'un raccordement au réseau d'électrification rurale, a-t-on appris de la chargée de l'information à la direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya. Un réseau d'électrification rurale a été mis en service au profit de 130 familles résidant dans le village de Heraizia et la commune de Ghrou, a indiqué Lattifa Abdelwahab, précisant que le projet a été doté d'une enveloppe de 27 millions DA financée par le Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. L'opération permet, selon la responsable, de mettre fin au problème de coupures fréquentes et d'alimenter en électricité les habitants des deux zones distantes de 60 kilomètres du chef-lieu de wilaya et considérées comme zones d'ombre. Les services de la wilaya de Mascara ont annoncé dernièrement l'achèvement du raccordement de 66 centres d'habitat répartis sur 29 communes au réseau d'électrification rurale. Ces projets ont été financés par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales par une enveloppe de 390 millions DA.

PÉNÉTRANTE BEJAIA-AHNIF

Mise en service d'un nouveau tronçon

Un nouveau tronçon de la pénétrante autoroutière Bejaia-Ahnif (Bouira) a été mis en service lundi portant le parcours total achevé de l'ouvrage à plus de 50 km sur un parcours global du projet fixé à 100 km, a annoncé la wilaya. Ce nouveau tronçon joint le village agricole de Timezrit à la localité d'Amizour sur une distance de 10 km. Il constitue une section importante du projet, arrivé à un taux d'avancement de l'ordre de 80%. Celui-ci étant déjà opérationnel sur une distance de 50 km et réparti sans discontinuer entre Ahnif et Akhnaq (Seddouk). Alors que, seulement une douzaine d'ouvrages entre akhnaq et Bejaia

sont achevés sur un total comprenant exactement 21 unités dont les fameux tunnels de Sidi-Aich, avérés être un véritable nœud gordien. Désormais, les deux galeries, mises en jonction depuis juin dernier sont au bout de leur peine. L'une est en phase de bétonnage et l'autre en parachèvement de son creusement. Il lui reste, selon les techniciens en place une centaine de mètres, étalés sur un parcours d'une distance de plus de 1.600 mètres. Sur le lot route, il reste encore deux sections à réaliser. L'une devant joindre Amizour à Oued-Ghir (10 km) et l'autre devant rallier Oued-Ghir au port de Bejaia (10 km), soit un

total de 20 km, étalés sur un parcours accessible, mais sujet, cependant, à des oppositions de particuliers. L'inauguration de cette nouvelle section constitue une bonne nouvelles pour les automobilistes, non seulement lassés par les embouteillages récurrents rencontrés sur la RN26 et les virages fastidieux traversés à hauteur de la zone d'El-khroub entre Remila et El-kseur, considéré comme une zone thrombose. Des bretelles y sont aménagées pour leur permettre de déborder directement depuis le village agricole de Timezrit vers l'autoroute et selon un parcours paysager, assurément l'un des plus chatoyants de la wilaya.



JEUX OLYMPIQUES-2021

Des anneaux olympiques géants réinstallés à Tokyo



Un ensemble géant d'anneaux olympiques, qui faisait l'objet d'une opération de maintenance, est revenu mardi sur le front de mer à Tokyo où les responsables locaux espèrent que ce symbole relancera l'enthousiasme pour les Jeux reportés à l'été prochain en raison du coronavirus. Des essais de vaccins prometteurs ont renforcé les espoirs de Tokyo d'organiser finalement les Jeux olympiques (23 juillet-6 août) et les Jeux Paralympiques (24 août-5 sept), après un report sans précédent en mars lié à la pandémie du Covid-19. Les anneaux colorés de 69 tonnes avaient été installés dans la baie d'Odaiba au début de l'année, lorsque la ville avait commencé le compte à rebours final des

JO, mais ils avaient été enlevés et remorqués en août pour des opérations de maintenance et d'inspection. Ils sont revenus mardi avec une nouvelle couche de peinture et il est prévu de les éclairer la nuit. "Nous travaillons très dur pour organiser des Jeux olympiques où les gens se sentiront en sécurité", a déclaré à la presse Atsushi Yanashimizu, fonctionnaire de la ville de Tokyo. "Avec l'installation du symbole olympique, nous aimerions que davantage de gens sentent que l'événement approche et s'en réjouissent", a-t-il dit. Un sondage réalisé en juillet a montré que seulement une personne sur quatre au Japon souhaitait que les JO aient lieu en 2021, la plupart des personnes inter-

rogées étant favorables à un nouveau report ou à une annulation.

Les sponsors seraient également inquiets, les organisateurs de Tokyo-2020 ne sachant pas combien d'entre eux vont prolonger leur contrat.

Les responsables olympiques et japonais ont déclaré qu'ils restaient déterminés à organiser les Jeux l'année prochaine et le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach, a déclaré à Tokyo le mois dernier qu'il était "très, très confiant" sur la présence de spectateurs aux JO.

Les anneaux resteront en place jusqu'à la fin des Jeux olympiques, puis seront remplacés par le symbole des Jeux paralympiques à la mi-août.

Brèves

ANGLETERRE / PREMIER LEAGUE

Cavani risque une suspension pour des propos racistes

L'attaquant de Manchester United, Edinson Cavani, pourrait écoper de plusieurs matches de suspension, suite à un commentaire publié dimanche sur Instagram puis rapidement effacé, poussant la Fédération anglaise de football (FA) à lancer une enquête. En réponse à un message de félicitations qui lui a été adressé après son doublé décisif dans la victoire de Manchester United dimanche à Southampton (3-2), Cavani aurait écrit "negrito" (petit noir, NDLR), selon l'agence de presse PA. Les Red Devils ont défendu leur attaquant uruguayen en expliquant que le mot avait été utilisé avec une intention amicale, et qu'il était doté d'une connotation différente en Amérique du Sud. Le club mancunien a également précisé avoir informé Cavani que l'emploi d'un tel terme au Royaume-Uni était contraire aux règles fixées par la FA, ce qui a poussé l'ancien buteur du PSG à effacer sa publication. La Fédération avait publié avant le début de la saison des consignes de lutte contre les comportements et propos racistes ou discriminatoires. Les infractions sur les réseaux sociaux sont passibles d'une suspension minimale de trois matches. La saison dernière, Bernardo Silva (Manchester City) et Dele Alli (Tottenham) avaient été suspendus un match après avoir dépassé les consignes de la Fédération.

R.S

FOOTBALL / ARSENAL

Arteta pas inquiet d'un probable licenciement

L'entraîneur d'Arsenal Mikel Arteta "ne s'est jamais inquiété" d'un éventuel licenciement, malgré les contre-performances récentes du club londonien qui réalise son pire début de saison depuis 1961. "Je savais dès ma prise de fonction qu'un jour je serais menacé de licenciement ou que j'aurais à quitter le club", a-t-il déclaré après la défaite dimanche face à Wolverhampton (2-1), avant d'assurer qu'il ne "s'en est jamais soucié". La défaite d'Arsenal face à Wolverhampton dimanche à domicile, un an après le licenciement de l'ancien coach Unai Emery, est la troisième consécutive du club en Premier League, la cinquième en dix journées de championnat, reléguant les Gunners à la 14^e place du classement. Arsenal a payé le manque d'efficacité de ses attaquants, à l'image de Pierre-Emerick Aubameyang (2 buts) qui n'est plus que l'ombre de lui-même comparé à ses performances de la saison dernière. Mikel Arteta, 38 ans, a affirmé qu'il ne serait pas "distraît" par les questions sur son propre avenir. "Ma seule préoccupation est de tirer le meilleur de mes joueurs", a-t-il ajouté, à quelques jours du derby du nord de Londres face au leader de Premier League Tottenham, dimanche après-midi.

R.S

RUGBY / MONDIAL FÉMININ

16 équipes attendues en 2025

La Coupe du monde féminine de rugby 2025 comptera de nouveau 16 participants, contre 12 précédemment, a annoncé lundi World Rugby pour qui c'est un moyen "d'accélérer le développement du rugby féminin dans le monde". Les éditions 1998 et 2002 comptaient déjà 16 nations qualifiées, avant que World Rugby ne revienne à un format plus resserré en 2006. "Le rugby féminin a connu une croissance record ces dernières années, les femmes et les filles représentant désormais 28% du nombre total de joueurs dans le monde", se réjouit World Rugby, pour qui l'élargissement du plateau mondial doit aider à "accroître la compétitivité du rugby international féminin, en offrant la possibilité à davantage d'équipes d'être plus compétitives lors des plus grands événements". La fédération internationale doit choisir en mai 2022 les pays hôtes des éditions 2025 et 2029. L'édition 2021 se tiendra du 18 septembre au 16 octobre en Nouvelle-Zélande, nation tenante du titre et sacrée 5 fois sur les 8 premières éditions.

R.S

FOOTBALL / ALLEMAGNE

Joachim Low confirmé au poste de sélectionneur

Le sélectionneur allemand Joachim Low, menacé d'éviction à la suite de mauvais résultats, a été confirmé à son poste lundi et dirigera la Mannschaft à l'Euro, a annoncé la Fédération allemande de football (DFB).

Le présidium de la DFB a décidé unanimement ce lundi lors d'une téléconférence, de poursuivre avec le sélectionneur Joachim Low le difficile chemin du renouvellement entamé en mars 2019", affirme la DFB dans un communiqué, publié à l'issue d'une réunion au sommet entre ses hauts dirigeants et le coach de 60 ans, en poste depuis 2006.

Le présidium, qui devait se réunir vendredi pour trancher l'avenir de Low, a donc avancé sa décision et s'est rangé à l'avis "du comité directeur et d'Oliver Bierhoff, directeur des équipes nationales", précise la DFB.

Lundi matin, les cinq plus hauts dirigeants de la Fédération ont rencontré Joachim Low, dont la tête ne semblait plus tenir qu'à un fil après la défaite 6-0 contre l'Espagne en Ligue des nations le 17 novembre, la plus lourde déroute de l'équipe d'Allemagne depuis 1931. "Lors de cette réunion, Joachim Low a informé les participants de ses analyses, de ses conceptions et de ses



projets", assure le communiqué de la DFB: "Les membres du comité directeur ont conclu unanimement que la haute qualité du travail de l'équipe d'entraîneurs, la relation intacte entre le sélectionneur et l'équipe, et un concept clair sur la marche suivie jusqu'ici et à suivre

encore étaient des arguments valables". "Un match isolé ne peut et ne doit pas servir de mesure pour l'ensemble de la performance de l'équipe nationale et du sélectionneur", ajoute la DFB, en référence à la débâcle espagnole.

"Notre regard doit rester fixé sur la préparation de l'Euro l'année prochaine. Nous avons la ferme conviction que Joachim Low et son équipe d'entraîneurs réussiront (...) malgré une situation difficile pour tout le monde", ajoute la DFB.

R.S

C1

Simeone et l'Atlético, l'éternelle remise en question

Humilié 4-0 par le Bayern Munich à l'aller, l'Atlético Madrid a entrepris de profonds changements pour redevenir un prétendant à la Liga et retrouver son niveau en Ligue des champions, où il espère valider son ticket pour les 8es mardi face aux Bavarois (21h00).

Le sorcier Diego Simeone a encore frappé: mis en doute la saison passée avec des résultats mitigés et un jeu brouillon, l'entraîneur argentin de l'Atlético a métamorphosé l'animati-

on de son équipe cette saison, pour en faire une machine à gagner aussi efficace en défense qu'en attaque.

Réputés pour leur défense impénétrable, les "Colchoneros" proposent désormais un jeu offensif séduisant, rythmé, constitué de passes courtes redoublées et de débordements latéraux.

Même si les progrès se sont surtout concrétisés après la déroute subie le 21 octobre à Munich, la transformation de l'identité de jeu de "Atléti" est plus ancienne.

"Il y a eu de gros progrès depuis le mois d'avril, depuis le match merveilleux de Liverpool", lorsque l'Atlético avait dominé les Reds en mars en huitièmes de finale de C1 (1-0, 3-2 a.p.), a relevé Simeone après le succès maîtrisé 1-0 samedi à Valence (1-0).

"Le retour en Liga avait été très bon, et l'équipe commençait déjà à montrer des signes encourageants. (Ces résultats), c'est la conséquence de la progression de tous les footballeurs", a-t-il analysé.

R.S

FOOTBALL / LIGUE DES CHAMPIONS

Stéphanie Frappart première femme désignée arbitre centrale

La Française Stéphanie Frappart a été désignée par l'UEFA lundi pour arbitrer la rencontre Juventus Turin-Dynamo Kiev mercredi en Ligue des champions, devenant ainsi la première femme à assumer cette responsabilité dans la prestigieuse compétition continentale. Stéphanie Frappart, 36 ans, s'était déjà vu confier la Supercoupe d'Europe d'août 2019 opposant Liverpool et Chelsea. En France, Frappart avait été la première femme à arbitrer en deuxième division (2014) puis dans l'élite française (2019) masculine, où elle a arbitré début octobre son premier match Lyon-Marseille.

R.S

FOOT / EMIRATS ARABES UNIS

Le sélectionneur logogé cinq mois après sa nomination

La Fédération émiratie de football a logogé lundi le Colombien Jorge Luis Pinto, de son poste de sélectionneur, cinq mois après sa nomination, alors que les matches de qualification pour la Coupe du monde 2022 vont reprendre.

"Après de longues réunions avec l'entraîneur Pinto, nous avons convenu qu'il était difficile de poursuivre notre relation (jusqu'en 2022) et nous avons décidé de mettre fin au contrat", a déclaré le directeur des équipes nationales des Emirats, Youssef Hussein. "L'entraîneur remplaçant sera annoncé prochainement", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse, précisant que le nouveau

sélectionneur sera choisi parmi trois personnes ayant déjà œuvré dans le championnat local.

"Il était difficile de mener à bien ma mission avec l'équipe nationale en raison de plusieurs circonstances, dont une différence de points de vue", a de son côté déclaré Jorge Luis Pinto (67 ans).

Il a souligné également que le contexte de la pandémie de "Covid-19" avait compliqué son travail. "J'avais de grands rêves d'atteindre la Coupe du monde avec les Emirats, et j'espère que cela se produira avec un autre entraîneur", a dit Pinto. Le Colombien avait succédé au Serbe Ivan Jovanovic, qui n'aura lui

aussi passé que quelques mois à son poste, de décembre 2019 à avril 2020, avant d'être démis de ses fonctions sans avoir dirigé le moindre match. Sous la direction de Pinto, les Emirats ont disputé trois matches amicaux et en ont perdu deux, contre l'Ouzbékistan (1-2) et Bahreïn (1-3), pour un succès laborieux contre le Tadjikistan (3-2).

Nommé meilleur entraîneur de la Concacaf (Amérique du nord, centrale et des Caraïbes) en 2014, Pinto a connu une renommée internationale en conduisant le Costa Rica en quarts de finale de la Coupe du monde cette année-là.

R.S

FOOT/EQUIPE NATIONALE

Belmadi soutient Bentaleb, victime de propos racistes en Allemagne

Le sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie de football Djamel Belmadi, a tenu à apporter son soutien au milieu international de Schalke 04 (Div.1 allemande) Nabil Bentaleb, victime de propos racistes en Allemagne.

"Je tiens d'abord à soutenir Bentaleb dans cette épreuve, non pas pour sa mise à l'écart, mais du traitement qu'il vient de subir via les interventions d'un pseudo-consultant qui cache en réalité un racisme et une haine avérée derrière un costume de consultant", a réagi Belmadi, dans un enregistrement sonore diffusé mardi sur le site officiel de la Fédération algérienne (FAF).
Présent lors d'une émission sur la chaîne sportive allemande Sport 1, l'ancien international allemand Steffen Freund s'en est pris violemment à Bentaleb, écarté quelques jours plus tôt par son club pour des raisons disciplinaires.
"Bentaleb n'est pas discipliné en raison de ses origines franco-algériennes. Ses origines et sa pauvreté ont joué un rôle dans la façon dont il a grandi en tant que personne", a-t-il déclaré. Le club a aussitôt réagi via ses canaux sur les réseaux sociaux : "La suspension de Nabil Bentaleb et Amine Harit n'a rien à voir avec leurs origines ! Cela n'a fondamentalement rien à voir". "En tant qu'Algérien, et sélectionneur de l'équipe nationale, au nom de la Fédération algérienne et de notre pays, on ne peut pas laisser passer ce genre de propos scandaleux, offensants sur l'Algérie. A travers Nabil, c'est tout notre pays qui est visé. Ce malheureux raciste dénué de toute conscience, de toute intelligence qui n'a pas trouvé d'autres raisons sur la mise à l'écart de Nabil, que de s'en prendre à son origine, sa race, à son Algérianité", a regretté Belmadi.
Avant de conclure : "Ce genre de choses ne peuvent pas rester impunies. Nous devons nous élever contre ce genre de propos. J'appelle à ce que toutes les instances du football : Fédération internationale (Fifa), Fédération allemande, et club, à réagir rapidement.
On n'acceptera pas que des propos prononcés en toute impunité sur un plateau TV restent impunis. Nabil a tout mon soutien". De son côté, la FAF a condamné avec fermeté ces "propos dés-



obligeants et teintés de racisme à l'encontre de l'international algérien". "La Fédération algérienne de football, à travers son Président, Kheireddine Zetchi, et le sélectionneur national, Djamel Belmadi, est indignée et condamne fermement ces propos tout en apportant son soutien indéfectible à Bentaleb.

La FAF souhaite à ce que des mesures disciplinaires exemplaires soient prises à l'encontre de l'auteur de ce grave dérapage de la part de la Fédération allemande de football et de la Fifa, qui, toutes deux, se veulent en phase dans le combat contre ce fléau qu'est le racisme".

R.S

Brèves

FOOT/ LIGUE 1

L'entraîneur François Ciccolini suspendu deux ans

L'ex-entraîneur de l'USM Alger Ciccolini a été suspendu pour deux ans de toute fonction et/ou activité en relation avec le football à compter du 23 novembre 2020, avec proposition de radiation à vie pour transgression de l'obligation de se soumettre aux cérémonies protocolaires de la remise des trophées, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Le technicien français avait refusé de monter à la tribune officielle pour recevoir sa médaille lors de la rencontre de Super Coupe entre l'USM Alger et le CR Belouizdad jouée le 21 novembre 2020 au stade du 5 juillet. Engagé en août dernier, Ciccolini avait été démis de ses fonctions le 22 novembre pour "faute grave", après avoir boycotté la cérémonie de remise des médailles, lors de la Supercoupe d'Algérie de football. Il a été remplacé le lendemain par son adjoint Benarabi Bouziane, désormais entraîneur en chef de l'USM Alger.

R.S

LIGUE 1 (2E JOURNÉE)

Deux matchs reportés, quatre télévisés

La 2ème journée du championnat de Ligue 1 se déroulera les 4 et 5 décembre prochain et sera amputée de deux matches : MC Alger-O.Médéa et CR Belouizdad-JSM Skikda, en raison de la participation des deux clubs algérois au tour préliminaire retour de la Ligue des champions d'Afrique, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Ainsi, quatre rencontres se joueront le vendredi 4 décembre et quatre autres le samedi 5 décembre, selon le programme de la deuxième journée publié lundi sur le site de la LFP. D'autre part, quatre matches de cette journée seront retransmis par la télévision nationale.

R.S

FOOT / LIGUE 1 (PROTOCOLE SANITAIRE)

Les SG de 4 clubs convoqués devant la commission de discipline

La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) a convoqué les secrétaires généraux de 4 clubs de l'élite pour "non respect du protocole sanitaire", lors de la première journée du championnat de Ligue 1, disputée vendredi et samedi, a annoncé la LFP lundi sur son site officiel. Il

s'agit des SG de l'US Biskra, du CS Constantine, du NC Magra et de l'Olympique Médéa, convoqués pour la séance du jeudi 3 décembre à 11h00 au siège de la LFP à Alger, précise la même source. La Ligue 1 professionnelle, désormais composée de 20 clubs, a repris ses droits le week-end

dernier après huit mois d'interruption, causés par la pandémie de coronavirus (Covid-19). La Fédération algérienne de football (FAF), en collaboration avec le Centre national de la médecine du sport (CNMA), a dévoilé en septembre dernier un protocole sanitaire dédié aux clubs pour faire face à la propagation du

Covid-19 aux entraînements et dans la compétition. "Nous serons très intransigeants sur l'application du protocole sanitaire. Je sais que ce ne sera pas facile, mais les clubs devront jouer le jeu. Il va falloir faire preuve de beaucoup de rigueur", avait indiqué vendredi le président de la FAF, Kheireddine Zetchi.

R.S

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2020

Versement de subventions financières à trois disciplines

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a procédé au versement de subventions financières au profit de trois disciplines sportives, dans le cadre de la prise en charge des sportifs qualifiés et qualifiables aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo-2020 décalés à 2021, ainsi qu'en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran-2022, indique lundi un communiqué du MJS. Il s'agit du handball (équipe nationale A), du tennis (6 athlètes) et du taekwondo (15 athlètes). "Ces subventions financières individuelles accordées à chaque athlète concerné s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'action qui englobe, outre la prise en charge de la préparation sportive, la réhabilitation des infrastructures et l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des athlètes", précise le MJS. Ce dernier, avait annoncé mardi dernier sa décision d'octroyer des subventions destinées à 325 athlètes (127 filles et 198 garçons), représentant 21 fédérations, dans le cadre de la politique de prise en charge "optimale" des athlètes qualifiés et qualifiables aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo ainsi qu'en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran 2022. Les fédérations sportives concernées sont : le handisport, l'athlétisme, le cyclisme, la boxe, le handball, les luttes associées, le karaté-do, le judo, la gymnastique, la natation, l'aviron et le canoë kayak, le basketball, l'escrime, le tennis, le volley-ball, la voile, l'haltérophilie, le badminton, le taekwondo, le tir sportif et le tennis de table.

R.S

FOOT/ LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE- ALLER) CRB

Franck Dumas : "Je ne vais pas me focaliser sur 11 ou 13 joueurs"

L'entraîneur français du CR Belouizdad Franck Dumas, a déclaré qu'il comptait faire tourner son effectif, dans l'objectif de créer "un groupe fort et homogène", au lendemain de la victoire décrochée au stade du 5-juillet face aux Libyens d'Al-Nasr (2-0), au tour préliminaire aller de la Ligue des champions d'Afrique de football. "Je me suis fixé comme objectif avec le président de créer un groupe fort et homogène. Je vais faire tourner mon effectif en partant du principe que j'ai en ma possession un groupe de 27 joueurs. On joue sur plusieurs tableaux, nous avons envie de bien faire sur tous les plans, et j'ai besoin de tout le monde", a déclaré Dumas, dans une vidéo diffusée lundi sur la page officielle Facebook du club algérien. Le CRB s'est imposé grâce à deux

réalisations signées la nouvelle recrue béninoise Marcelin Koukpo (14e) et le capitaine Chamseddine Nessakh (60e). Il s'agit de la deuxième victoire en match officiel cette saison après son succès en Supercoupe d'Algérie face à l'USM Alger (2-1) le 21 novembre. A l'occasion de cette première manche, Franck Dumas a apporté des changements à son onze de départ, par rapport à celui aligné face à l'USMA, avec notamment la titularisation du gardien de but Gaya Merbah à la place de Taoufik Moussaoui, ou encore l'incorporation sur le flanc droit de la nouvelle recrue Mokhtar Belkhir en remplacement de Zine Al-Abidine Boulakhoua. "Nous avons affronté un adversaire qui est venu uniquement pour défendre, en jouant rapidement de longs ballons, ou en contres. Il a

fallu être plus tranchant et plus patient. En seconde période, la réussite n'a pas été de notre côté, on aurait pu marquer plus de buts", a-t-il ajouté. Se projetant sur la seconde manche, prévue samedi prochain en Egypte (les clubs libyens étant interdits de jouer à domicile pour des raisons sécuritaires, ndlr), Dumas annonce d'emblée la couleur. "On ira en Egypte pour gagner, on sait ce qui nous attend là-bas. En ce début de saison, je ne vais pas m'appuyer sur une équipe type, mais plutôt sur un groupe" a-t-il dit. De son côté, l'attaquant international béninoise Marcelin Koukpo, auteur de deux buts en deux matchs, s'est dit "content" de ses débuts avec le champion d'Algérie en titre. "Je suis content, c'est un plaisir

pour moi de réaliser ce genre de performance et pouvoir donner le meilleur de moi-même. J'ai à mes côtés des supers coéquipiers qui sont prêts à m'aider dans ma tâche, on a un bon groupe. J'espère qu'on va évoluer progressivement et aller le plus loin possible dans cette épreuve. C'est grâce au staff technique et à mes camarades que je me suis rapidement adapté, il y a aussi le soutien des supporters, c'est comme si je suis chez moi, à la maison". En cas de qualification, le CRB affrontera au 1er tour le vainqueur de la double confrontation entre l'Armée patriotique rwandaise et Gor Mahia (Kenya) (aller : 2-1). Le match aller se jouera les 22-23 décembre, tandis que la manche retour est fixée aux 5-6 janvier 2021.

R.S

Brèves

USA

La victoire de Biden dans l'Arizona officiellement certifiée



L'Etat-clé de l'Arizona a officiellement certifié lundi la victoire de Joe Biden à la présidentielle américaine, cimentant encore davantage le succès du démocrate face à Donald Trump, qui n'a toujours pas concédé sa défaite. "Aujourd'hui, nous avons signé la certification de l'élection de 2020 en Arizona", a tweeté Doug Ducey, le gouverneur républicain de cet Etat qui a basculé dans le camp démocrate pour la première fois depuis près de 25 ans. Joe Biden y remporte une courte victoire, par 10.457 voix d'avance dans un Etat où près de 3,5 millions d'électeurs ont voté. Responsable des opérations électorales, la secrétaire d'Etat démocrate de l'Arizona, Katie Hobbs, a salué une élection "menée avec transparence, précision et équité (...), malgré les nombreuses allégations infondées qui prétendaient le contraire". L'Arizona a également certifié la victoire du candidat démocrate au Sénat, Mark Kelly, afin qu'il "puisse prêter serment aussi vite que possible", a souligné M. Ducey.

ECOSSE

La PM. veut un référendum pour l'indépendance en 2021

La Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a indiqué lundi vouloir organiser rapidement un deuxième référendum sur l'indépendance de cette province britannique en cas de victoire de son parti aux élections locales de mai prochain. "En mai prochain, nous demanderons au peuple écossais de nous faire confiance pour poursuivre la construction d'un pays meilleur", a indiqué la dirigeante lors du congrès annuel du Parti indépendantiste écossais (SNP). "Je chercherai votre approbation, et celle de personne d'autre, pour qu'un référendum sur l'indépendance soit organisé rapidement une fois le nouveau parlement formé". Les velléités d'indépendance reviennent en force en Ecosse, à l'approche de la fin de la transition post-Brexit et après la gestion très critiquée de l'épidémie de nouveau coronavirus par Londres, mettant le SNP en position de raffer en mai de nombreux sièges au parlement décentralisé d'Holyrood. Un référendum avait déjà été organisé en 2014 et les Ecossais ont voté à 55% pour rester au sein du Royaume-Uni. Depuis, le Premier ministre britannique Boris Johnson a exclu à plusieurs reprises de permettre à l'Ecosse d'organiser un nouveau scrutin, arguant qu'il s'agissait d'un vote qui arrivait "une fois par génération". Mais Nicola Sturgeon fait valoir que le Brexit a changé la donne pour les Ecossais qui ont massivement voté en 2016 contre la sortie de l'UE.

ETHIOPIE

Le Premier ministre menace les dirigeants du Tigré



Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a prévenu lundi les dirigeants de la région dissidente du Tigré, en fuite après la prise de leur capitale Mekele, qu'ils étaient dans la ligne de mire de l'armée, mais leur chef a assuré que le combat se poursuivait. Le président du Tigré, Debret-sion Gebremichael, a déclaré au é

être déterminé à rester dans la région pour affronter "les envahisseurs", assurant que "les combats se poursuivaient", deux jours après la victoire militaire proclamée par M. Abiy sur les forces du Front de libération du Peuple du Tigré (TPLF), qui dirigeait cette région. Il a accusé le Premier ministre éthiopien, Prix Nobel de la paix

en 2019 devenu chef de guerre, de "tenter de tromper la communauté internationale en faisant croire que tout est terminé". M. Abiy a envoyé l'armée au Tigré (Nord) le 4 novembre pour remplacer par "des institutions légitimes" les autorités régionales qui défiaient depuis des mois l'autorité de son gouvernement. Le secrétaire d'Etat américain

Mike Pompeo l'a appelé lundi à une "cessation totale des combats" et à permettre "un accès humanitaire sans entrave" à la région du Tigré. "Il est essentiel de régler le conflit en cours et de maintenir l'Ethiopie sur le chemin de la démocratie", a souligné M. Pompeo sur Twitter, après s'être entretenu au téléphone avec M. Abiy.

HAÏTI

Colère populaire contre la recrudescence des enlèvements

La récente multiplication des enlèvements en Haïti suscite une vague de colère populaire dans le pays, où plusieurs établissements de santé observent lundi une journée de grève à la suite de l'enlèvement d'un interne à Port-au-Prince. Enlevé aux premières heures du jour samedi dans une rue proche de l'hôpital de l'université d'Etat d'Haïti (HUEH), Hans David Télémaque a été libéré dimanche soir contre le versement d'une rançon au montant inconnu, selon plusieurs médias locaux. "En sortant de chez soi, on a le

doute quant à savoir si on va rentrer. Les mères, les pères, les époux, les parents... On vit tous dans une inquiétude quotidienne et constante", témoigne Bead Charlemagne Charlorin, un interne de l'HUEH venu manifester lundi à travers les rues de Port-au-Prince. En solidarité avec le mouvement de protestation des internes du principal hôpital du pays, plusieurs structures de santé ont suspendu lundi toute activité en dehors de leurs services d'urgence.

IRAK

Des milliers de manifestants et un nouveau mort

Des milliers d'Irakiens sont descendus dans les rues de Nassirya lundi pour une marche funèbre après la mort d'une personne blessée lors des heurts la semaine dernière entre manifestants anti-pouvoir et partisans d'un chef religieux controversé. Fidha al-Rikabi avait été blessé par balle à la tête vendredi lors de violents affrontements entre des soutiens du leader chiite Moqtada Sadr et des manifestants anti-pouvoir rassemblés sur la place Habboubi de Nassirya, ville du sud irakien bastion de la révolte populaire d'octobre 2019. Il a succombé à ses blessures lundi, portant à huit le nombre de personnes tuées depuis le début des heurts qui ont également fait des dizaines de blessés. Les autorités locales ont imposé un confinement pour essayer d'empêcher de nouveaux rassemblements dans la ville, limogé le chef local de la police et ouvert une enquête. Le Premier ministre irakien Mustafa al-Kazimi a dépêché à Nassirya son conseiller à la sécurité nationale, Qassem al-Arakji, et d'autres hauts responsables pour discuter avec les manifestants. Mais ils étaient encore des milliers dans les rues.

NAGORNY KARABAKH

L'Azerbaïdjan reprend Latchin, troisième district rétrocedé par l'Arménie

Les forces azerbaïdjanaises ont annoncé leur entrée mardi dans le district de Latchin, troisième et dernier district rétrocedé par l'Arménie, près du Nagorny Karabakh, conformément à l'accord de fin des hostilités signé le 9 novembre sous patronage russe. "Des unités de l'armée azerbaïdjanaise sont entrées dans le district de Latchin le 1er décembre", a indiqué le ministère azerbaïdjanais de la Défense dans un communi-

qué. Il s'agit du dernier des trois districts que l'Arménie s'est engagée à rendre à l'Azerbaïdjan conformément à l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre. Le district de Latchin, comme celui d'Aghdam rendu le 20 novembre et celui de Kalbajar rétrocedé le 25 novembre, constituait une zone tampon qui entourait la république autoproclamée, en majorité peuplée d'Arméniens, du Nagorny Karabakh depuis la fin d'une première guerre

en 1994. Quatre autres districts ayant le même rôle ont été repris par Bakou au cours des six semaines d'intenses combats ayant opposé les deux camps depuis fin septembre, qui ont fait plusieurs milliers de morts. Montagneux et actuellement enneigé, le district de Latchin, qui court du nord au sud jusqu'à l'Iran, le long de la frontière est de l'Arménie, est surtout connu grâce au corridor du même nom.

BURKINA

Le président élu devra composer avec des alliés

Le coup KO à la présidentielle réussi par Roch Marc Christian Kaboré ne s'est pas confirmé par une majorité absolue en faveur du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), son parti. Résultat : le président réélu du Burkina devra de nouveau composer avec des alliés pour s'assurer une majorité parlementaire et relever le défi sécuritaire qui menace le pays.



C ar, c'est là le principal chantier du second mandat de Roch Kaboré. La lutte contre les groupes djihadistes, qui ont plongé dans le chaos une large partie du Burkina, pays pauvre et enclavé de 20 millions d'habitants et à l'économie basée sur l'agriculture et les mines, est plus qu'une priorité. Autrement dit, Roch Marc Christian Kaboré devra démentir les accusations d'immobilisme qui lui sont régulièrement faites.

UNE VICTOIRE AUX LÉGISLATIVES...

Son parti, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), est arrivé en tête des législatives du 22 novembre avec 56 sièges sur 127 à l'Assemblée nationale, selon les résultats provisoires publiés samedi par la commission électorale nationale indépendante (Ceni). Soit un siège de mieux que dans la précédente Assemblée, mais pas assez pour obtenir la majorité absolue. Il devrait donc s'allier avec des petits partis, comme il l'avait fait lors de la législature passée. Le MPP « est loin des 64 sièges nécessaires pour la majorité absolue. Mais le président Kaboré n'a

aucun souci à se faire car le jeu d'alliances avec des partis qui ont soutenu sa candidature à la présidentielle lui assure cette majorité », estime le politologue Drissa Traoré. Confortablement réélu avec 57,87 % des voix dès le premier tour de la présidentielle à laquelle étaient couplées les législatives, M. Kaboré a promis plus de résultats face aux attaques djihadistes récurrentes qui ont fait depuis 2015 au moins 1 200 morts et plus d'un million de déplacés internes dans le pays, dont des pans entiers échappent au contrôle de l'État. Pour le député MPP Ouseni Tamboura, les alliances à l'Assemblée se feront sans problème : « Avec la moisson de nos partis alliés, nous sommes largement au-dessus de la majorité absolue ».

... MAIS DES CONTREPARTIES EN PRÉVISION...

Le président Kaboré peut ainsi compter sur les 13 sièges du Nouveau temps pour la démocratie (NTD), parti de l'actuel ministre des Transports, Vincent Dabilgou, qui soutenait sa candidature et a réalisé une percée, par comparaison avec ses 3

sièges obtenus en 2015. « Ce parti de la mouvance présidentielle à lui seul offre une majorité confortable au MPP pour soutenir les actions du gouvernement », selon Drissa Traoré. Le parti au pouvoir peut également compter sur une douzaine d'autres sièges de formations alliées, dont cinq de l'Union pour la renaissance-parti sankariste (Unir-PS) du célèbre avocat Benewende Sankara, un farouche opposant au régime de Blaise Compaoré qui avait déjà rejoint la majorité lors du premier mandat de M. Kaboré. S'y ajoutent les quatre députés du Mouvement pour le Burkina du futur (MBF) et les trois du Parti pour le développement et le changement (PDC). « Il est clair que le MPP devra sa majorité au Parlement à l'APMP (Alliance des partis de la majorité présidentielle) mais ça reste toujours des alliances et la contrepartie est toujours présente, probablement des postes dans le futur gouvernement », note Drissa Traoré. L'analyste s'interroge sur « la durée de ces alliances quand on sait que ces partis aussi ont des ambitions présidentielles », alors que le chef de l'Etat ne pourra pas se représenter. Le

président Kaboré devra aussi faire face à deux principaux partis d'opposition.

... POUR MIEUX FAIRE FACE À L'OPPOSITION

Le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), l'ancien parti de Blaise Compaoré, se positionne dorénavant comme la deuxième force politique du pays avec 20 sièges à l'Assemblée. Son candidat Eddie Komboïgo est arrivé deuxième de la présidentielle avec 15,47 % des voix, bénéficiant d'une nostalgie croissante de l'ère Compaoré, chassé par la rue en 2014 après 27 ans au pouvoir, dont l'ombre a plané sur la campagne électorale. Le CDP devance ainsi l'Union pour le progrès et le changement (UPC) de l'opposant Zéphirin Diabré, qui n'a recueilli que 12 sièges (contre 33 en 2015). Commentant le discours rassembleur tenu par le président Kaboré dès l'annonce de sa victoire, Drissa Traoré estime qu'il est « libre de former un gouvernement d'ouverture, peut-être au nom de la cohésion, de la réconciliation nationale, qui constitue l'un de ses chantiers, mais absolument rien ne l'y oblige ».

R.I

YÉMEN

Dix civils tués dans des attaques des Houthis

D ix civils, parmi lesquels sept enfants et trois femmes, ont été tués et des dizaines d'autres blessés dans des attaques du mouvement "Ansarallah" dit Houthis lundi sur des quartiers résidentiels du Yémen ces deux derniers jours, ont indiqué hier des sources locales. A Taëz (sud-ouest), deux fillettes, dont l'une âgée de neuf mois, sont arrivées mortes lundi soir à l'hôpital en raison d'un traumatisme crânien, en plus de sept autres blessés, parmi lesquels plusieurs enfants, selon des sources médicales sur place.

Le "crime a été commis par les Houthis" lors d'une attaque sur un quartier sous contrôle du gouvernement, ont assuré des sources au sein de ce dernier. Sur Twitter, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) au Yémen a appelé "tous les groupes armés à respecter le droit international humanitaire et à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les pertes civiles". L'incident survient un jour après le meurtre de huit civils, parmi lesquels cinq enfants -- l'un âgé de quatre mois --, et trois femmes, lors de bombardements visant des quartiers résidentiels d'Al-Durayhimi, dans la région côtière de Hodeida (ouest), selon des sources médicales et gouvernementales.

L'ONU a confirmé ce bilan, soulignant que les violences s'étaient intensifiées ces derniers mois à Hodeida, où se trouve un port stratégique au bord de la Mer Rouge. "Cette attaque contre les femmes et les enfants est inacceptable et injustifiable", a déclaré dans un communiqué Altaf Musani, responsable onusien de l'aide humanitaire au Yémen. Le conflit au Yémen oppose depuis 2014 les forces du gouvernement reconnu par la communauté internationale, appuyées par une coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite, aux Houthis, qui ont pris le contrôle d'une partie du territoire yéménite, dont la capitale Sanaa. Des experts de l'ONU estiment que le conflit au Yémen a plongé le pays le plus pauvre de la péninsule arabique dans la pire crise humanitaire au monde.

R.I

SUÈDE

Reconnaissance de la RASD "la réponse la plus ferme à l'agression marocaine"

D es organisations et personnalités politiques et parlementaires en Suède ont appelé lundi le Gouvernement suédois à mettre en œuvre la décision du parlement, adoptée à l'unanimité en 2012, laquelle prévoit la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), affirmant que la mise en œuvre de ladite décision sera "la réponse la plus forte à l'agression marocaine contre le peuple

sahraoui". Dans une lettre rendue publique lundi par les médias suédois et rapportée par des sources médiatiques sahraouies, la société civile suédoise a appelé le Gouvernement de son pays à "agir en urgence afin d'imposer l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental, sous l'égide de l'ONU". La lettre a par ailleurs appelé les Nations unies à "intervenir en vue de faire

cesser les violations des droits de l'homme commises au quotidien contre des civils sahraouis sans défense et des prisonniers politiques dans les geôles marocaines". Enfin, les auteurs dudit message ont exhorté la Suède à "réactiver son rôle au sein de l'Union européenne (UE), à l'effet d'abroger tous les accords signés avec le Maroc incluant les territoires occupés du Sahara Occidental". A noter que l'Armée

populaire de libération sahraouie (APLS) avait lancé des attaques intenses, le long du mur de la honte, ayant ciblé plusieurs sites de retranchement des forces d'occupation marocaines, après la violation marocaine de l'accord de cessez-le-feu en ciblant les civils sahraouis sans défense qui manifestaient pacifiquement devant la brèche illégale d'El Guerguerat.

R.I

Palestine occupée : Abbas n'a pas d'autre stratégie que de jouer la montre

« Si nous devons vivre encore quatre ans avec le président Trump, que Dieu nous aide, que Dieu vous aide et que Dieu aide le monde entier ».

Ce sont les mots du Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Mohammed Shtayyeh, lors d'une réunion virtuelle avec les députés européens le 3 novembre. Si certains peuvent être d'accord avec l'évaluation de Shtayyeh, de telles déclarations d'un haut responsable palestinien n'ont rien pour rassurer.

Ce n'était pas la première fois que M. Shtayyeh utilisait la phrase « Que Dieu nous aide » en référence au président américain Donald Trump. Ce ne sont pas non plus les seuls cas où la direction palestinienne a utilisé un discours politique aussi peu minimaliste pour contraindre le parti pris pro-israélien de Trump tout au long de son premier mandat, permettant à Tel-Aviv d'ancrer son occupation militaire en Palestine tout en refusant aux Palestiniens les maigres aides financières obtenues dans le cadre d'accords politiques antérieurs.

En réponse à l'annonce par l'administration Trump de son intention de déplacer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem le 6 décembre 2017, suivie d'une décision américaine d'annuler toute l'aide américaine à l'AP en août 2018, le président palestinien, Mahmoud Abbas, avait également fait appel à Dieu. « Que Dieu détruise votre maison », s'est exclamé Abbas dans un discours devant le Comité central de l'OLP, tout en faisant référence à Trump.

En janvier 2018, le Comité central avait été convoqué pour une réunion sous la bannière de « Jérusalem, capitale éternelle de l'État de Palestine ». L'urgence et le calendrier de cette réunion semblaient indiquer qu'Abbas était prêt à mettre en place

une contre-stratégie en réponse aux violations continues par Israël et les États-Unis, non seulement du droit international mais aussi des accords d'Oslo et de tous les accords qui en découlent. Demander à Dieu de brûler la maison de Trump n'était guère la stratégie dont les Palestiniens avaient besoin à l'époque.

Près de deux ans se sont écoulés depuis cet absurde discours d'Abbas, mais aucune mesure concrète n'a été prise pour que Jérusalem devienne la « capitale éternelle de l'État de Palestine ».

Si l'on passe en revue la stratégie des dirigeants palestiniens depuis l'arrivée de Trump à la Maison Blanche il y a quatre ans, on se retrouve désorienté par la nature chaotique et improductive du discours politique palestinien.

Pourtant, quatre ans n'ont pas suffi pour que l'AP change de cap, produise et défende une nouvelle stratégie politique qui ne soit pas fondée sur la mendicité et la supplication auprès de Washington pour qu'il revienne au « processus de paix », depuis longtemps stoppé. Pourquoi ?

Le dilemme actuel d'Abbas est que son autorité et sa position même de « président » étaient elles-mêmes le résultat d'une « vision » politique soutenue par les États-Unis dans la région. Même les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne étaient en grande partie formées et financées par le gouvernement américain. Il ne serait pas exagéré de dire que tout le lexique politique selon lequel l'AP a fonctionné depuis 1994 – mais surtout depuis le début du leadership d'Abbas en 2005 – était basé sur des diktats américains et porté à bout de bras par les dollars américains. Par conséquent, on peut comprendre la position impossible dans laquelle Abbas et les élites politiques palestiniennes se sont retrouvés lorsque Washington leur a coupé

les vivres, politiquement et financièrement. Sans une alternative à l'implication politique et à la générosité de Washington – même si elle est totalement biaisée au profit d'Israël – l'AP a persisté à rester suspendue dans le vide. Par des discours et déclarations enflammés, Abbas voulait que les Palestiniens, et le reste du monde, soient persuadés que l'AP allait au-delà de Washington et de son processus de paix. En fin de compte, mais sans surprise, ils ne sont allés nulle part.

L'état de gel qui a affecté la politique palestinienne au cours des quatre dernières années peut également être attribué à un autre facteur : l'espoir qu'une présidence démocrate serait finalement rétablie, et qu'alors seulement, le jeu du « processus de paix » pourrait reprendre son cours normal. Mais la stratégie « attendons et voyons » n'était pas censée durer aussi longtemps. L'AP avait reçu l'assurance de hauts responsables du Parti démocrate que la présidence de Trump ne durerait pas longtemps.

En fait, au moment où Abbas appelait « Dieu à brûler la maison de Trump », le leader palestinien recevait l'assurance de l'ancien secrétaire d'État américain, John Kerry, que, bientôt, tout reviendrait à la normale. Un proche collaborateur de Abbas, Hussein Agha – qui a rencontré Kerry à Londres en janvier 2018 – a alors dit à Abbas de « tenir bon et d'être fort ». « Dites au président Abbas », a dit Kerry à Agha, « qu'il doit garder le moral et jouer la montre, qu'il ne doit ni se briser ni céder aux exigences du président Trump », a rapporté à l'époque le journal israélien Maariv, un rapport qui a été confirmé par des responsables de l'AP.

Toutefois, l'ancien secrétaire d'État n'avait pas prévu que l'administration Trump durerait jusqu'à la fin de son mandat, que le président américain mettrait en œuvre

toutes ses menaces et que le « pacte du siècle » tenterait de chambouler l'ensemble de la carte géopolitique du Moyen-Orient.

Pourtant, l'AP s'est accrochée... Non seulement elle n'a pas réussi à formuler une stratégie alternative, mais elle n'a même pas réussi à unifier le rang des groupes palestiniens ou à suivre une ligne politique cohérente suivie d'actions significatives. Elle s'est contentée de « condamner », « rejeter » et « critiquer », en répétant de vieux clichés et en insistant sur une « solution à deux États » qui n'a jamais été une option sérieuse ou réaliste. L'AP est restée politiquement paralysée pendant quatre ans dans l'espoir qu'elle finisse par revenir à la paralysie précédente du processus de paix sous une administration du parti démocrate. Un programme aussi confus expose en pleine lumière l'état tragique de la politique palestinienne sous la direction de Mahmoud Abbas.

Compte tenu de l'influence militaire et économique de Washington, il est compréhensible que la politique américaine soit importante sur la scène mondiale. Cependant, il est insensé qu'un gouvernement, quel qu'il soit, mette tout en jeu sur le résultat des élections américaines. Dans le cas de l'AP d'Abbas, une telle non-stratégie sent le désespoir, tout en reflétant faiblesse et faillite politique.

Pour en mériter le titre, les « dirigeants » palestiniens doivent se sevrer de leur dépendance totale à l'égard de l'aval et des aides américaines. À en juger par les nombreuses années de soutien aveugle et inconditionnel des États-Unis à Israël, quel que soit le parti qui s'installe à la Maison Blanche, Washington restera engagé envers Israël, finançant son occupation et le défendant à tout moment.

Par Ramzy Baroud

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
 OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
 DE LA WILAYA D'ILIZI.
 NIF : 0001 33019000 852

AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Paru dans les deux quotidiens " Le Quotidien " et " LA NATION " en date du 28/10/2020
 Appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 005/2020

En application des dispositions du décret présidentiel N° : 15-247 du : 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, notamment les articles N° 175, 176, 177, 178.

- Suite à l'attribution provisoire Parue dans les deux quotidiens " Le Quotidien " et " LA NATION " en date du 28/10/2020
- Suite à la décision du comité des marchés publics de l'office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya d'Ilizi, en date du 23/11/2020, portant le rejet du projet de marché.
- L'office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya d'Ilizi informe tous les soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N°005/ 2020 paru dans les deux quotidiens " Le Quotidien " en date du 16/02/2020, et " LA NATION " en date du 16/02/2020 et dans le BOMOP N° 1964 semaine du 23/02/2020 au 29/02/2020, relatif au projet : Réalisation du réseau d'assainissement, réseau d'AEP, réseau éclairage extérieur et aménagement extérieur des 116/140/168/500 logements publics locatifs du programme RHP (2009), Pos 01, commune de DEBDEB, de l'annulation de l'attribution provisoire.

ETB	NIF	Montant de l'offre en TTC	Montant corrigé en TTC	Note obtenue	Délais de réalisation	Observation
TOUATI TLIBA MAMMAR	197018090030343	27 519 329,51 DA	27 505 272,22 DA	100/ 44.00	04 mois et 15 jours	Annulation de l'attribution provisoire

En application de l'article 82 du décret présidentiel N° : 247 / 15 du : 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des causes, peuvent se rapprocher de la direction générale de l'office, au plus tard 03 jours après la première parution du présent avis d'annulation attribution provisoire, dans le BOMOP ou la presse quotidienne.

Tout soumissionnaire contestant cette décision, peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la première parution du présent avis d'annulation attribution provisoire, dans le BOMOP ou la presse quotidienne, auprès de la commission des marchés de l'office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya d'Ilizi